

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 19 DECEMBRE 2025

Le conseil communal a discuté le budget rectifié 2025 et le budget initial 2026 présentés par le bourgmestre lors de la séance du 5 décembre 2025. Les deux documents ont été approuvés à la majorité des voix.

Discussion du budget rectifié 2025 et du budget initial 2026

Le bourgmestre Laurent Zeimet (CSV) a invité les membres du conseil à prendre position par rapport au budget présenté lors de la séance du 5 décembre.

M. Guy Frantzen (LSAP)

M. Guy Frantzen (LSAP) remercie au nom de son parti les services impliqués dans le déménagement vers le campus scolaire « Ëm de Bëchel » ainsi que ceux mobilisés lors des inondations précédant la rentrée scolaire.

Le conseiller exprime de vives inquiétudes quant à la situation financière de la commune : selon lui, la charge d'intérêts élevée pèsera durablement sur les budgets futurs, réduisant fortement la capacité d'investissement et risquant de limiter la commune à un budget de gestion. Il prend acte de l'analyse annoncée du budget ordinaire pour identifier des économies, tout en soulignant que les marges sont déjà très réduites et que le contexte macroéconomique international est défavorable. Dans ce contexte, M. Frantzen salue la décision de ne créer que trois nouveaux postes au sein de l'administration, ainsi que l'annonce d'une taxe sur les logements inoccupés. Le conseiller déplore un manque de vision et de planification en ce qui concerne les bâtiments communaux. Il s'interroge sur l'avenir du site de l'ancien camping et du service des Parcs, incluant un chalet inoccupé et un jardin dont l'utilité publique reste limitée. Il salue néanmoins la rénovation prévue du kiosque du parc Jacquinot et demande des informations sur la solution annoncée pour l'ancien site du service des Régies à Abweiler. Il questionne l'intégration de l'ancienne maison Erpelding dans le projet de rénovation de la Schoul am Duerf et la pertinence d'une annexe construite récemment mais aujourd'hui inoccupée.

M. Frantzen met en avant les projets de logements abordables rue Collart, prévus dans deux maisons inhabitées depuis une quinzaine d'années, ainsi que l'installation du BicherKueb au rez-de-chaussée. Il formule des observations concernant la Maison des Jeunes et de la Culture, dont les moyens budgétaires sont jugés insuffisants au regard de l'état du bâtiment et de l'accueil d'environ 200 jeunes, appelant à une rénovation énergétique minimale et à une réflexion à moyen terme. Il attire également l'attention sur l'état préoccupant du pavillon de la rue Cheminot, l'absence de projet ou de crédit spécifique pour ce site, ainsi que sur les problèmes de sécurité dans la cour. Il regrette l'absence de décision claire concernant l'avenir du cinéma et la multiplication de commerces inoccupés dans le centre de Bettembourg, suggérant d'examiner la mise en place de pop-up stores afin de redynamiser le centre. Il demande en outre une solution concertée pour la réfection du chemin d'accès au cimetière forestier, qu'il juge en très mauvais état. Enfin, le conseiller s'interroge sur la nature des investissements extraordinaires de 843.000



€ prévus pour le STEP et critique les outils informatiques utilisés pour la gestion des séances du conseil communal, jugés coûteux et peu efficaces, appelant à des améliorations concrètes.

M. Alain Gillet (CSV)

M. Alain Gillet (CSV) souligne que le budget s'inscrit dans la continuité des années précédentes et de l'accord de coalition. En matière de politique de l'eau, le conseiller approuve les efforts d'entretien des réseaux et de sensibilisation des citoyens, permettant une consommation inférieure à 100 litres par habitant et par jour et une couverture actuelle des coûts pour l'eau potable. Il reconnaît toutefois que cette couverture n'est pas atteinte pour les eaux usées, à cause des investissements importants dans le réseau d'assainissement contribuant à la prévention des inondations. Il se réjouit de l'avancement du projet de renaturation de l'Alzette. Concernant la gestion des déchets, M. Gillet constate une amélioration du tri grâce à la politique tarifaire mise en place et relève une diminution des déchets collectés lors de la Grouss Botz.

Le conseiller met en avant les excellents résultats de la commune dans le cadre du Pacte Climat, notamment l'obtention du Climate Star 2025 pour la construction des nouveaux ateliers communaux, et souligne les subsides étatiques de 425 000 euros, ainsi que les 340 000 euros versés aux ménages pour le développement durable. Il rappelle que Bettembourg reste la seule commune certifiée Or dans le Pacte Nature, générant 192 000 euros de subsides pour des projets en faveur de la biodiversité.

Enfin, M. Gillet souligne le soutien important aux associations et au bénévolat, les investissements dans les infrastructures sportives et conclut en mettant en avant les investissements dans les enfants et les jeunes : pass Interrail, encadrement de 200 jeunes par la MJC, acquisition d'un nouveau minibus pour la MJC et ouverture du campus scolaire Ëm de Bëchel.

Mme Sylvie Jansa (LSAP)

Mme Sylvie Jansa (LSAP) met en avant les investissements en faveur des enfants et de la jeunesse, en particulier l'ouverture du campus scolaire « Ëm de Bëchel ». Elle demande toutefois des précisions concernant le déclenchement récurrent de l'alarme du campus, notamment durant la nuit, et s'interroge sur un éventuel lien avec les dégâts causés par les inondations de septembre.

Concernant l'initiative Pass Interrail, la conseillère souligne que certains jeunes issus de milieux défavorisés ne disposent pas toujours des moyens financiers nécessaires pour voyager. Elle approuve la collaboration avec la UP_Foundation dans le cadre du projet JONKA et souhaite que les propositions formulées puissent être concrétisées, notamment la création d'aires de jeux accessibles aux personnes à mobilité réduite. Elle s'interroge également sur la possibilité de conclure une convention avec le Kanner- a Jugendtelefon, qui propose des ateliers de sensibilisation à la violence domestique dès le cycle 3 de l'enseignement fondamental.

Satisfaite de l'avancement du plan d'action lié à la Charte « Design for All », Mme Jansa rappelle l'obligation légale de garantir l'accessibilité universelle des lieux publics et des bâtiments d'habitation collective avant le 1er janvier 2032. En matière de sécurité, elle se déclare favorable à l'instauration d'une police locale, tout en appelant à un renforcement des actions de sensibilisation à destination des personnes âgées face aux différentes formes d'escroqueries. Elle accueille également favorablement l'élaboration prochaine d'un plan local de résilience.



La conseillère relève positivement l'annonce de l'installation de l'éclairage LED sur l'ensemble du territoire communal et demande si cette mesure permettra le rétablissement de l'éclairage public durant la nuit.

Mme Jansa revient enfin sur l'externalisation du nettoyage du campus scolaire « Ëm de Bëchel », qu'elle considère contraire aux engagements pris lors de la présentation du budget 2022, lesquels prévoyaient de confier ces tâches exclusivement au personnel communal. Elle estime que cette externalisation entraîne une perte de qualité et de contrôle. La conseillère conclut en prenant acte de la décision de féminiser les noms de rues et en soulignant que sa mise en œuvre s'effectuera sans obligation de changement d'adresse pour les habitants concernés.

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG)

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) estime qu'il ne s'agit en aucun cas d'un simple budget de gestion et souligne que les scénarios financiers négatifs annoncés l'an dernier ne se sont pas concrétisés. Ainsi, les recettes ordinaires communales ont augmenté ; la dette communale a légèrement diminué et le ratio entre dépenses et recettes ordinaires s'établit à 13 %, bien en dessous du seuil de 20 % fixé par le ministère de l'Intérieur. Selon le conseiller, l'endettement reste maîtrisé et justifié, car il a permis de financer des infrastructures essentielles et urgentes. En conséquence, le conseiller considère la dette comme un outil nécessaire à un développement communal durable et tourné vers l'avenir. Il évoque les finances nationales afin de signaler certaines incertitudes à moyen terme, tout en soulignant la forte dépendance de la commune à la santé financière de l'État.

M. Hirsch salue les projets en cours en matière d'urbanisme et de mobilité, notamment la rénovation et l'extension de la gare de Bettembourg avec la création d'un nouveau passage souterrain pour les piétons, les cyclistes et les personnes à mobilité réduite. Le conseiller soutient le plan de réaménagement du centre de Bettembourg, tout en regrettant certains retards, notamment liés au maintien du bâtiment du CIBETT, et se félicite de la rénovation de la « Schoul am Duerf » menée dans une approche durable et participative.

Le conseiller salue le projet participatif JONKA et l'implication des jeunes et se réjouit des crédits prévus afin de rendre l'espace public plus favorable aux enfants et aux jeunes et de concrétiser, dans la mesure du possible, les propositions issues de ce projet. En matière de logement, il soutient l'introduction d'une taxe sur les maisons unifamiliales inoccupées comme instrument de régulation dans un contexte de crise du logement, ainsi que les rénovations engagées par le Fonds du logement, notamment route de Mondorf et rue de l'Indépendance.

M. Hirsch met en avant l'approche systématique de la durabilité dans toute décision communale et souligne les excellents résultats de Bettembourg dans le cadre des Pactes Climat et Nature, l'installation de plus de 350.000 kWh de photovoltaïque en une seule année, ainsi que les distinctions nationales et internationales obtenues. Il salue également des initiatives telles que le Pass Interrail à destination des jeunes. Il estime que depuis l'introduction de cette possibilité en 2024, de plus en plus de jeunes choisissent de faire l'expérience de voyager de manière durable à travers l'Europe.

Enfin, le conseiller insiste sur l'importance de la cohésion sociale, de la solidarité et de l'inclusion. Il met en avant le renforcement de l'Office social communal, l'engagement de la commune en faveur de projets de coopération internationale et l'accueil des réfugiés, notamment à travers la création d'un nouveau foyer pour mineurs non accompagnés. Il se dit satisfait que les tendances populistes, xénophobes et discriminatoires ne soient pas présentes au sein du conseil communal.



M. Patrick Hutmacher (LSAP)

M. Patrick Hutmacher (LSAP) interroge le collège échevinal sur l'organisation scolaire, le nombre d'élèves, la répartition des classes et la capacité des infrastructures, notamment en vue de l'introduction du projet Alpha. Il estime que ce projet contribuera au retour dans la commune d'élèves auparavant scolarisés à l'extérieur. Il s'interroge par ailleurs sur les chiffres du SEA, soulignant une contradiction entre un taux d'occupation annoncé de 85 % par le bourgmestre lors de la présentation du budget et l'existence actuelle d'une liste d'attente.

Concernant la Schoul am Duerf, le conseiller rappelle l'inscription de 150 000 euros au budget pour la planification de la rénovation et demande des précisions sur le calendrier de démarrage et d'achèvement des travaux, alors qu'un montant total d'environ 30 000 000 euros est prévu dans le plan financier pluriannuel.

M. Hutmacher se montre critique à l'égard des explications fournies par Schroeder & Associés au conseil communal en novembre, suite aux inondations de septembre, qu'il juge insuffisantes. Il demande qu'une étude complémentaire soit réalisée par un bureau spécialisé afin de déterminer les causes exactes des dégâts et de garantir que toutes les mesures nécessaires soient prises pour éviter de nouvelles inondations du campus scolaire à l'avenir.

Enfin, le conseiller déplore l'absence d'avancées concrètes dans la mise en œuvre du projet de réaménagement du centre de Bettembourg, présenté avant les élections. Il constate que plusieurs projets annoncés à court terme, tels que la renaturation du Diddelenger Bach, le réaménagement de la route d'Esch ou la transformation de la MJC, n'ont pas encore démarré et ne disposent pas de crédits suffisants. Il souligne que la construction du bâtiment multifonctionnel et, par conséquent, du futur centre sportif, est reportée à long terme, et demande au collège échevinal de clarifier la stratégie et le calendrier de mise en œuvre de ce projet.

M. Patrick Kohn (CSV)

M. Patrick Kohn (CSV) se félicite de la poursuite, en 2026, du Pacte communal du Vivre-ensemble interculturel, notamment à travers la construction d'une Maison citoyenne en tant que tiers-lieu rue Collart, intégrant le BicherKueb et des logements sociaux. Il relève également la rénovation attendue des onze maisons des douaniers de la route de Mondorf, dans un contexte de crise nationale du logement.

Le conseiller souligne le rôle central du Vivre-ensemble dans l'intégration des citoyens étrangers, via des ateliers et actions de sensibilisation, notamment en matière d'inscription sur les listes électorales. Il prend acte de la réorganisation, prévue en 2026, de la réception des nouveaux citoyens et remercie la coordinatrice du Vivre-ensemble et son équipe pour leur engagement.

M. Kohn accueille favorablement la présentation annoncée d'une stratégie culturelle communale et souligne le succès du KulTourhaus à Huncherange. Il note les crédits budgétaires destinés aux principales manifestations et met en exergue le Parcours de la mémoire. Il se réjouit de l'annonce du réaménagement du cimetière de Huncherange.

M. Kohn revient sur les investissements prévus dans le Club Aktiv+ deForum et mentionne l'adhésion à la Charte Design for All, assortie de l'élaboration d'un plan d'action en 2026. Enfin, le conseiller relève la participation communale à l'allocation de vie chère du Fonds national de solidarité et met en avant le déménagement du CIGL ainsi que la rénovation prévue de l'ancien site du service des Régies à Abweiler pour accueillir plusieurs projets sociaux.



M. Marco Estanqueiro (LSAP)

M. Marco Estanqueiro (LSAP) indique qu'il ne souhaite pas s'attarder sur les nombreux projets annoncés pour 2026, mais attirer l'attention sur ceux énoncés dans la déclaration échevinale qui, selon lui, ne se reflètent pas dans le budget. Il relève ainsi l'absence de crédits pour la construction de la passerelle reliant le parc Jacquinot à la rue de l'Indépendance. Il estime également improbable la réalisation de la liaison de la Promenade du Soleil entre la route de Luxembourg et la route d'Esch, incluant les itinéraires piétons et cyclables.

Le conseiller rappelle par ailleurs que la déclaration du collège échevinal prévoyait le développement de nouvelles pistes cyclables ainsi que le raccordement de la piste de l'Äppelbiërg au réseau national. Or, il constate qu'aucun crédit n'est inscrit à cet effet au budget, à l'exception d'une étude sur la mobilité douce pour un montant de 6 000 euros. En parallèle, il observe que les investissements en voirie se sont élevés à 3 700 000 euros en 2025 et devraient atteindre 2 500 000 euros en 2026. Sans exclure que ces montants couvrent des travaux nécessaires, M. Estanqueiro estime que, comparativement, les moyens alloués aux infrastructures cyclables restent largement insuffisants et ne traduisent pas une proportion équilibrée. Il considère qu'un effort accru dans ce domaine permettrait à la commune d'atteindre des niveaux de reconnaissance particulièrement élevés dans le cadre des Pactes Nature et Climat.

Le conseiller déplore également l'absence d'avancement du projet des Tiny houses en matière d'urbanisme, aucun crédit n'étant prévu à cet effet. Concernant l'énergie et le climat, il indique ne pas retrouver dans le budget les éléments permettant de concrétiser la vision d'autonomie énergétique annoncée par le collège échevinal et s'interroge sur l'état d'avancement de l'étude prévue à ce sujet en collaboration avec le LIST.

M. Estanqueiro exprime en outre le souhait de voir les Repair Cafés de Bettembourg disposer d'un lieu fixe avant la fin de la mandature et salue le principe du Public Writer, tout en demandant des précisions quant à sa mise en œuvre. Enfin, il sollicite des informations sur l'état d'avancement de plusieurs projets annoncés, notamment l'encouragement à l'implantation de centres médicaux, l'introduction d'un tarif progressif de l'eau, la construction d'un refuge régional pour animaux, l'octroi de subsides pour la végétalisation des façades, la mise en place d'une carte Bettembourg, le développement de pop-up stores et la proposition d'une offre de restauration ambulante dans le parc Jacquinot.

Mme Linda Kunsch (LSAP)

Mme Linda Kunsch (LSAP) exprime sa reconnaissance envers le personnel scolaire, les services communaux et le CGDIS pour avoir permis l'ouverture du campus scolaire « Ëm de Bëchel » le 15 septembre, malgré les inondations survenues quelques jours auparavant. Elle s'interroge toutefois sur d'éventuelles disparités de température entre les différentes pièces du campus et regrette que le hall sportif ne soit pas encore accessible, ce qui complique, selon elle, ponctuellement la gestion des enfants par le personnel du SEA en l'absence d'activités sportives. Elle signale également un manque de protection acoustique dans le restaurant de la cantine et demande si des mesures sont prévues pour remédier à cette situation. Concernant l'aire de jeux du campus scolaire, la conseillère indique que certains équipements ont dû être remplacés à plusieurs reprises en raison de leur instabilité et que certaines zones ont temporairement été fermées et demande que le revêtement rouge de la cour de récréation soit rendu plus antidérapant afin de prévenir les accidents.

En matière de sécurité des élèves Mme Kunsch estime favorable le fait que les enfants résidant à proximité immédiate du nouveau campus bénéficient désormais d'un trajet scolaire plus sûr, mais rappelle qu'aucune mesure d'envergure substantielle n'a encore été mise en œuvre pour



sécuriser le trajet des élèves du cycle 4.2. du quartier Ëm de Bëchel vers la « Reebouschoul ». Elle regrette notamment l'absence de crédits pour 2026 pour la mise en place des barrières visant à limiter la circulation aux abords de la « Reebouschoul » durant les heures du matin, ainsi que pour l'installation de ralentisseurs dans la rue Collart, pourtant demandés par les représentants des parents de la « Schoul am Duerf ».

La conseillère évalue de manière positive le remplacement progressif de l'éclairage public par des lampes LED sur l'ensemble du territoire communal. Elle se montre favorable à l'élaboration annoncée d'un plan local de résilience, ainsi qu'à la démarche du collège échevinal auprès du ministère de l'Intérieur en vue de l'instauration d'une police locale. Elle demande néanmoins des informations complémentaires concernant l'évolution actuelle de la criminalité sur le territoire communal.

Dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse, Mme Kunsch souligne l'implication active des enfants et des jeunes dans la démocratie communale à travers le projet JONKA. Elle souhaite que les contributions recueillies soient analysées et mises en œuvre de la meilleure manière possible dans le cadre des moyens financiers, techniques et organisationnels, afin d'éviter un caractère purement symbolique du projet. Mme Kunsch constate que pour 2026, 160.000€ sont prévus pour des améliorations et gros travaux aux aires de jeux et de récréation, soit 7000€ de moins qu'en 2025 de manière qu'elle s'interroge sur la capacité du collège échevinal à donner suite aux idées exprimées par les enfants en l'absence d'autres crédits spécifiques. Elle évoque également l'intérêt de la création d'un conseil communal des enfants et des jeunes.

La conseillère se réjouit des nombreux efforts consentis dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat, et met particulièrement en avant la certification or dans le cadre du Pacte Nature, mais constate qu'il subsiste un potentiel d'amélioration en matière de suivi et d'entretien de certaines d'entre elles. Elle demande pourquoi la commune n'a pas participé à la troisième édition du projet « Méi Natur an eise Stied an Dierfer », alors que le projet de réaménagement du parking du centre sportif aurait, selon elle, eu de réelles chances d'être sélectionné dans le cadre de cet appel à projets, lequel prévoyait un cofinancement pouvant aller jusqu'à 500 000 euros pour les projets retenus, ce qui aurait pu alléger le budget de 1 300 000 euros prévu pour ce projet.

Mme Kunsch regrette enfin qu'aucune mesure concrète n'ait encore été mise en œuvre pour créer des pistes cyclables sûres vers et à travers le centre de Bettembourg et estime qu'une promotion cohérente de la mobilité douce contribuerait de manière significative à la réduction du trafic automobile à Bettembourg.

M. Guy Bley (CSV)

M. Guy Bley (CSV) centre son intervention sur le thème de la sécurité, remerciant l'ensemble des acteurs impliqués. Il considère le budget 2026 comme extrêmement responsable : les dettes de la commune reflètent les investissements réalisés dans l'intérêt des citoyens. Grâce à une collaboration étroite avec la police et à des investissements réguliers dans la sécurité, le conseiller estime que Bettembourg demeure une commune sûre. Il souligne que la police communique régulièrement des statistiques à la commission communale de la sécurité et de la prévention et se déclare personnellement en sécurité en tant que cycliste. Il se félicite des aménagements de voirie et des investissements en faveur de la mobilité douce sur la Route de Luxembourg, l'entrée de Huncherange et la Route de Mondorf, ainsi que des initiatives indirectement liées à la sécurité, comme le LateNightBus.

La sécurité dans les écoles constitue selon M. Bley une autre priorité ; il remercie le personnel enseignant et les délégués à la sécurité, et note la réactivité du collège échevinal face aux problèmes signalés. Il salue également les investissements dans les terrains de jeux, les



améliorations pour les clubs sportifs et les actions de sensibilisation des personnes âgées aux risques.

Le conseiller approuve l'adaptation du règlement de police, qui permettra de nouvelles sanctions aux contrevenants, et se réjouit de la modernisation prévue du bureau de police. Il rappelle les investissements de la commune dans les défibrillateurs, les fiches d'intervention pour les services de secours dans les bâtiments communaux, la surveillance des bâtiments communaux et la résilience informatique. Il approuve les fonds supplémentaires consacrés à la prévention des inondations, avec concertation continue des citoyens.

M. Bley remercie le CGDIS et ses bénévoles pour leur engagement, rappelant également les manifestations liées à leur 125^e anniversaire. Il se félicite de l'élaboration prochaine d'un plan local de résilience, visant à mieux préparer la commune à tous les risques. Il insiste enfin sur l'intégration des jeunes dans la démocratie et sur l'éducation aux médias, considérant cela comme un volet essentiel de la résilience citoyenne, au même titre que la sécurité physique et numérique.

M. Roby Biwer (LSAP)

M. Roby Biwer (LSAP) constate que la commune traverse une situation financière tendue. Il se dit satisfait que le bourgmestre ait annoncé une analyse des revenus ordinaires, notant une diminution de 10 millions, ce qui réduit la capacité d'investissement, selon lui. Le conseiller rappelle que son parti avait déjà alerté sur les coûts de personnel et de fonctionnement liés à la construction de nouvelles infrastructures. Il relève qu'au cours des six à sept dernières années, la consommation d'électricité a augmenté de 220 à 260 % et les coûts de chauffage de 60 %. Il estime que si les recettes venaient à diminuer à nouveau, la situation financière de la commune deviendrait très difficile, la dette ne pouvant se résorber rapidement. Le conseiller juge incorrect de justifier cette situation par des budgets étatiques plus serrés, considérant que les recettes de l'État sont restées constantes. Il note également que le budget 2026 ne comporte pas beaucoup de nouveautés, ce qu'il trouve logique au vu de la dette de 132 millions. Seules certaines mesures viennent s'y ajouter, comme le passage de l'éclairage aux LED, le réaménagement de la Place Nelson Mandela et le travail en matière de protection de la nature.

M. Biwer relève que les dépassements de budget ayant contribué à cette dette incluent +17 % pour la SEA, +34 millions pour le campus scolaire « Ëm de Bëchel » et +25 % pour les ateliers communaux. Il critique également que certains projets présentés avant les élections, comme l'étude pour le campus scolaire de Noertzange de 940 000 euros, n'existent plus. Il soulève ainsi des questions sur la planification scolaire.

Le conseiller souligne par ailleurs des points positifs dans le budget : il considère que les investissements dans l'eau (extension de la station d'épuration avec une quatrième étape, mise à jour des conduites, réduction des pertes) sont essentiels. Il insiste sur l'importance de la protection de la nature et de l'environnement et estime que le Pacte Nature est une très bonne initiative, même si le suivi laisse parfois à désirer.

Enfin, M. Biwer observe que la commune semble stagner, la croissance démographique passant de 1 % autrefois à seulement 0,01 % en 2025 et 0,02 % en 2026. Il juge crucial d'éviter des investissements inadaptés et de maîtriser la dette. Il demande également que les chemins de promenade dans le parc du Krakelshaff et celui reliant la Route de Peppange à la promenade du Soleil soient mieux entretenus et nettoyés.



M. Jeff Gross (CSV)

Selon M. Jeff Gross (CSV), les chiffres du budget traduisent un engagement clair de la commune en faveur de la sécurité et de la mobilité, de l'éducation et de la justice sociale, ainsi que de la durabilité, de la protection du climat et de la qualité de vie. Il estime que cette dernière repose en grande partie sur la qualité des services publics et des infrastructures communales et qualifie la commune d'exemplaire au regard de la qualité des services, de l'offre sportive et culturelle, des subventions accordées et du nombre d'infrastructures disponibles.

Parmi les infrastructures, le conseiller cite le nouveau pont Hammerel, la création d'un nouveau passage souterrain pour piétons et cyclistes, ainsi que, à moyen terme, le réaménagement du centre de Bettembourg. Il mentionne également les travaux de réaménagement des rues Collart et Paul Eischen, ceux de l'entrée en localité à Bettembourg et de la route de Mondorf, ainsi que l'aménagement de l'entrée en localité à Huncherange et une adaptation des réseaux routiers rendue nécessaire par la création de nouveaux logements à Huncherange. M. Gross met en avant les nombreuses initiatives en matière de logement, notamment le PAP LEO au Krakelshaff, la rénovation des maisons des douaniers, ainsi que les travaux prévus sur les bâtiments du Fonds du logement situés rue de l'Indépendance.

En matière de sécurité et de durabilité, le conseiller souligne le remplacement de l'ensemble de l'éclairage public communal par des luminaires LED et relève également la désimperméabilisation et le réaménagement du parking de la place Nelson Mandela. Enfin, il mentionne les crédits inscrits au budget pour la renaturation de l'Alzette, contribuant, à ses yeux, à la prévention des inondations.

Selon le conseiller, l'ensemble de ces investissements, combinés au développement des services communaux, garantit un niveau élevé de qualité de vie dans la commune. Il rappelle toutefois qu'un tel niveau de prestations implique des coûts importants, tant en matière d'investissement que d'entretien, et que chaque service et subvention doit être financé par les recettes communales. Il critique la position du LSAP estimant que la capacité du budget ordinaire serait atteinte et rappelle la dépendance de la commune à l'égard du Fonds de dotation globale des communes et de l'impôt commercial. Dans ce contexte, M. Gross considère comme justifié et nécessaire l'investissement de 2 800 000 euros dans l'aménagement de nouvelles zones d'activités, notamment celle du Krakelshaff. Il remercie enfin l'ensemble des membres de la commission de l'urbanisme et du logement pour leur approche constructive concernant les espaces verts, ayant permis de maintenir un taux de 15 % dans les zones d'activités tout en faisant preuve de flexibilité quant à leur implantation. Selon lui, cette démarche illustre la possibilité de concilier protection du climat et développement économique.

M. Laurent Zeimet (CSV)

Le bourgmestre M. Laurent Zeimet (CSV) remercie l'ensemble des conseillers pour leurs interventions, y compris les plus critiques. Il se réjouit du large soutien en faveur de la taxe sur les logements inoccupés et précise que celle-ci pourra s'appliquer aux propriétés publiques, à l'exception des biens faisant déjà l'objet de projets concrets, tels que les maisons des douaniers, la maison Quintus et celles de la rue Collart. Il rectifie que seule une des deux maisons de la rue Collart est restée inoccupée durant quinze ans et explique que le crédit de 50 000 euros inscrit au budget est limité, le projet étant préparé par le service technique communal. Il informe M. Frantzen qu'en ce qui concerne le pavillon de la rue des Cheminots, un concept sera élaboré d'ici 2027 en concertation avec les habitants du quartier afin de rénover l'ensemble du quartier résidentiel ; c'est à ce moment-là que la question de l'avenir du pavillon sera également abordée. Cela n'empêche toutefois pas que la propreté et la sécurité doivent être garanties dès à présent. M. Zeimet rappelle au conseiller que le cinéma restera à son emplacement actuel jusqu'à la construction du futur bâtiment multifonctionnel prévue dans le cadre du réaménagement du

centre de Bettembourg. Il rappelle à M. Frantzen que le plan de gestion de la forêt communale prévoit déjà la réfection du chemin menant au cimetière forestier. Il informe les conseillers que le passage souterrain sera fermé début février pour transformation, mais que l'éclairage y fonctionne à nouveau.

Le bourgmestre précise à M. Biwer que la commune est impliquée dans les grands projets étatiques sans en être le maître d'ouvrage et ne dispose pas des ressources humaines suffisantes pour mener plusieurs grands chantiers communaux simultanément. Il se félicite du consensus autour du passage à l'éclairage LED, mettant fin au débat sur l'extinction nocturne.

En réponse à Mme Jansa, M. Zeimet indique que l'externalisation du nettoyage au campus scolaire « Ëm de Bëchel » repose sur un accord avec la délégation du personnel, les horaires scolaires imposant des contraintes spécifiques. Il s'engage toutefois à vérifier le respect des droits des employées concernées. Il se réjouit également du soutien de la conseillère au changement de nom des rues en faveur de noms de femmes.

Le bourgmestre conteste l'analyse de M. Hirsch sur les finances étatiques, estimant que les recettes communales issues de l'État sont stables, voire en hausse, et que le soutien étatique aux communes s'est renforcé.

Concernant la planification scolaire évoquée par M. Hutmacher, il explique que les projections initiales n'avaient pu intégrer les effets de la pandémie. Malgré une croissance démographique temporairement inférieure aux prévisions, les nouveaux quartiers généreront des besoins futurs, justifiant la poursuite des planifications à un rythme adapté. M. Zeimet informe le conseiller que le bureau d'experts EEPI est bel et bien impliqué dans l'analyse des inondations de septembre, mais rappelle qu'une sécurité à 100% n'existe nulle part. La situation des quartiers « A Leischemer » et « Ëm de Bëchel » sera de nouveau analysée en détail au cours des six prochains mois et les conclusions seront ensuite présentées au conseil communal afin de prendre une décision définitive. Le bourgmestre ajoute que la réception des travaux du campus « Ëm de Bëchel » est en cours.

M. Zeimet rappelle que le report du réaménagement du centre a été expliqué lors de la présentation du budget et que l'endettement lié aux grands projets impose désormais un avancement plus progressif. Il répond à M. Estanqueiro que la construction de la nouvelle passerelle est un projet étatique, auquel la commune participe au niveau de la planification, mais pour lequel aucun budget communal n'est prévu. Il ajoute que l'Etat a prévu d'investir 426 000 000 euros pour la modernisation de la gare de Bettembourg dans les prochaines années. Il ne s'agit donc pas d'un projet communal, mais ces travaux auront un impact sur la population de Bettembourg.

Enfin, le bourgmestre partage partiellement les préoccupations financières de M. Biwer, tout en rappelant que le budget ordinaire est fortement impacté par les syndicats intercommunaux, invitant les représentants communaux à y exercer une vigilance accrue. Il se félicite finalement du consensus visant à maintenir les coûts de personnel sous le seuil de 50 %.

Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG)

En réponse à M. Frantzen, l'échevine Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) l'informe que le site de l'ancien camping restera partagé en trois parties. La première est destinée à la construction de l'accès à la nouvelle passerelle pour piétons et cyclistes qui va relier cet endroit avec le quartier situé autour du hall sportif et la piste cyclable nationale. La deuxième partie fait l'objet d'une étude européenne que la commune mène en collaboration avec le LIST sur la revalorisation de sols scellés. La troisième partie restera affectée au projet communautaire et écologique "Jacquinot's Gaart" qui est géré par des citoyens et fréquenté régulièrement par des groupes d'enfants et



autres groupes. Quant à la « Schoul am Duerf », celle-ci restera indispensable dans les années à venir compte tenu de la saturation des autres écoles et de l'arrivée de nouveaux habitants. Le bâtiment qui est classé, sera rénové conformément aux critères de l'INPA. Un groupe de pilotage, composé de représentants du SEA, du personnel scolaire et des services communaux, élaborera le concept pédagogique avant le lancement des travaux de rénovation ; l'annexe restant en usage. Elle souligne qu'une rénovation complète du bâtiment de la Maison des Jeunes et de la Culture, telle que demandée par le conseiller, impliquerait des travaux d'une grande envergure et ainsi une fermeture totale, ce qui laisserait les 200 jeunes fréquentant la MJC sans infrastructure d'accueil. C'est pourquoi le collège échevinal trouve judicieux d'attendre la construction du nouveau bâtiment prévu dans le plan directeur du centre de Bettembourg.

L'échevine remercie Mme Jansa pour son soutien à l'ensemble des projets destinés aux enfants et aux jeunes. Elle l'informe que l'alarme incendie nocturne au campus scolaire « Ëm de Bëchel » était due à des problèmes techniques que la firme responsable aurait désormais résolus. Mme Lorsché précise que la mise à disposition gratuite du Pass Interrail vise à encourager les jeunes à adopter la mobilité durable, à savoir le train, pour leurs déplacements vacanciers, et non à leur offrir des vacances gratuites, comme suggéré par la conseillère. Elle informe en outre que la commune pourra proposer les ateliers du « Kanner- a Jugendtelefon » au personnel enseignant, mais qu'elle ne peut pas les y contraindre par une convention du fait que ce projet ne fait pas partie du programme scolaire défini au niveau national.

Mme Lorsché rappelle à M. Hutmacher que tous les chiffres et détails relatifs à l'organisation scolaire et au projet Alpha ont été largement expliqués et discutés au sein de la commission scolaire dans laquelle le LSAP est représenté par trois membres. Elle s'interroge sur la communication interne du parti socialiste en matière d'enseignement, sachant que M. Hutmacher revient souvent sur les mêmes questions au sein du conseil communal sans pour autant être informé des conclusions tirées en amont dans ladite commission. Quant à l'organisation précise des classes, cette dernière a comme tous les ans été établie par les représentants des comités d'école (RECOBE) en collaboration avec la direction de l'enseignement fondamental et le service scolaire. Par la suite elle a été avisée positivement par la commission scolaire et votée unanimement par le conseil communal. Elle rappelle que surtout le cycle 1 est actuellement très peuplé et que cette situation fait lieu d'une tendance croissante en matière du nombre futur d'élèves dans la commune. Les nouveaux quartiers résidentiels qui sont en cours de planification vont encore accélérer cette tendance. Quant aux affirmations de M. Hutmacher que les 140 enfants résidant dans la commune mais scolarisés ailleurs retournent dans les écoles communales en raison du projet Alpha (alphabétisation en français), l'échevine exprime ses doutes. Selon l'état des lieux établi chaque année, d'autres raisons expliquent la scolarisation d'un nombre d'élèves dans une autre commune, telles que le choix des parents d'emmener leurs enfants dans la commune où ils exercent leur activité professionnelle, voire de les inscrire à une école privée, ou bien le Lycée Schengen qui accueille les élèves ayant terminé le cycle 3 ou encore une école publique internationale offrant plusieurs filières linguistiques. Elle explique en outre que la liste d'attente pour le SEA concerne notamment les demandes pour des créneaux horaires précis qui sont déjà complets.

L'échevine rappelle à M. Estanqueiro que des progrès importants ont été réalisés dans le domaine de l'autonomie énergétique : dix bâtiments supplémentaires sont ou seront équipés d'installations photovoltaïques en autoconsommation dont cinq sont déjà en service. Elle rappelle que le système d'alimentation autonome sur le toit du campus scolaire « Ëm de Bëchel » est également déjà en fonction et regrette que le parti socialiste a refusé de voter pour ce projet. Afin de stocker l'énergie produite de façon efficace, il faudra attendre la sortie d'une nouvelle génération de piles adaptées à des bâtiments pareils. Quant à la demande d'organiser un « Repair Café » dans la commune, le collège échevinal s'est décidé de collaborer d'abord avec la commune de Roeser afin de créer des synergies. Concernant la végétalisation des façades, Mme Lorsché informe M. Estanqueiro que la commune accorde déjà des subventions aux habitants



pour la végétalisation de leur jardin devant la maison, la question de végétalisation des façades faisant actuellement l'objet d'une concertation avec les autres communes du Syndicat STEP.

En ce qui concerne la sécurité du trajet scolaire évoquée par Mme Kunsch, Mme Lorsché se réjouit que la Promenade du Soleil jouxte le campus scolaire Ëm de Bëchel, permettant ainsi aux enfants de se rendre de manière sûre à l'école. Des investissements supplémentaires ont été réalisés dans le transport scolaire par bus afin que les enfants habitant de l'autre côté de la gare ne soient pas confrontés à des dangers relatifs au chantier des CFL. L'échevine lance toutefois un nouvel appel aux parents de faire preuve de prudence lorsqu'ils déposent leurs enfants en voiture. Au sujet des projets participatifs « JONKA » proposés aux enfants et jeunes, il s'agit dorénavant d'analyser en interne la faisabilité de certaines propositions et cela tant au niveau budgétaire qu'au niveau des espaces publics disponibles. L'échevine se montre plutôt réservée quant à la création d'un conseil communal pour enfants et jeunes, estimant qu'il n'impliquerait qu'un petit groupe sélectionné, excluant ainsi beaucoup d'enfants et de jeunes plus réservés qui aimeraient certainement s'exprimer sur certains sujets. Elle souhaite ainsi continuer à mettre en œuvre des projets de participation à plus grande échelle. Finalement, elle informe Mme Kunsch que la commune n'a pas participé en 2025 au projet « Méi Natur an eise Stied an Dierfer », car elle s'est lancée dans le grand projet sur les pollinisateurs qui est financé par le Ministère et réalisé par la commune. Finalement, Mme Lorsché répond à M. Biwer que la consommation d'électricité dans les bâtiments n'a pas augmenté comme il l'a avancé, mais que c'est en revanche le prix de l'électricité qui a augmenté de même que le nombre de bâtiments communaux qui doivent être alimentés avec de l'électricité.

M. Gusty Graas (DP)

L'échevin M. Gusty Graas (DP) répond que les crédits extraordinaires prévus au budget sont destinés à doubler la capacité de la station d'épuration, actuellement de 90 000 EH (équivalents-habitants), étant donné que les cinq communes raccordées continuent toutes à croître. Ensuite, la quatrième étape d'épuration sera introduite, laquelle permettra de filtrer les « micropolluants ». Le projet pourrait démarrer en 2026 et serait ainsi achevé au plus tôt en 2031-2032.

L'échevin avertit le conseil communal qu'il faudra s'attendre, dans les années à venir, à une augmentation du prix de l'eau, étant donné que la SES et la SEBES devront augmenter les prix d'achat facturés aux communes en raison d'investissements extrêmement coûteux. Il remercie les habitants qui ont atteint l'objectif de consommer moins de 100 litres par personne et par jour. En ce qui concerne les eaux usées, il serait idéal de pouvoir introduire le système à deux canaux sur l'ensemble de la commune, mais les efforts et les investissements nécessaires relèvent plutôt de l'illusion. Ce système est toutefois mis en œuvre dans les nouveaux quartiers résidentiels et est de toute façon imposé par la loi. Des adaptations devront malheureusement encore être réalisées afin d'atteindre une couverture intégrale des coûts dans le domaine des eaux usées. D'importants investissements sont également réalisés dans ce cadre : quatre millions d'euros sont déjà inscrits à cet effet au budget extraordinaire. Le réseau d'assainissement de la commune est en bon état, les pertes sont acceptables et les différents points faibles existants seront corrigés au cours des prochaines années.

L'échevin se montre par ailleurs toujours peu enthousiaste face à la lenteur des progrès en matière de renaturation de l'Alzette. Néanmoins, des crédits sont désormais prévus au budget 2026 afin de réaliser le détournement d'une conduite de la SES. M. Graas souligne également que la commune reste constamment mobilisée afin de faire progresser ce projet.

En ce qui concerne la vie associative, l'échevin salue l'attitude favorable de la commune envers les associations. Les infrastructures sont également améliorées en permanence afin de répondre



aux besoins des associations. La salle de sport du campus scolaire « Ëm de Bëchel » ouvrira prochainement ses portes et sera également mise à la disposition des clubs de sport.

L'idée d'un tarif de l'eau progressif, évoquée par M. Estanqueiro, n'est pas nouvelle ; la commune poursuit sa réflexion à ce sujet, mais doit attendre des orientations de la part du ministère de l'Intérieur et du ministère de l'Environnement. La commune reste bien entendu également engagée dans la problématique des inondations, en collaboration avec le bureau EEPI, au moyen d'études, d'entretiens directs avec les personnes concernées, etc. La renaturation de l'Alzette contribuera elle aussi à réduire le risque d'inondation.

M. Jean Marie Jans (CSV)

L'échevin M. Jean Marie Jans (CSV) remercie le personnel communal pour la mise en œuvre du budget. Il répond à M. Frantzen en mettant en évidence que la commune a dû disposer au cours des dernières mandatures de budgets de développement pour construire plusieurs infrastructures auparavant inexistantes ou reprises dans un mauvais état et représentant chacune un investissement majeur et strictement nécessaire. M. Jans cite notamment la construction urgente – au vu des listes d'attente très longues – d'un bâtiment SEA provisoire et suivie de la construction du bâtiment définitif de la « SEA Reebou », la construction d'un nouveau Hall des régies, les ateliers communaux se trouvant auparavant dispersés sur plusieurs petits sites et dans un état déplorable, la réalisation du campus scolaire « Ëm de Bëchel » et le KulTourhaus. Il souligne que l'endettement est entièrement dédié à la réalisation d'infrastructures indispensables au développement de la commune et que la commune est capable d'honorer ses dettes. Au budget 2026, elle réserve 13 % des recettes ordinaires pour rembourser les emprunts et régler les intérêts.

En matière de digitalisation, la commune est membre – comme toutes les communes à l'exception de la Ville de Luxembourg – du SIGI (Syndicat Intercommunal de Gestion Informatique), mettant à disposition les applications informatiques majeures. Quant au programme des Séances mentionné, il y a un espoir avec le projet pilote Workflow auquel participe notre commune, intégrant les fonctions du programme des Séances. Avec un partenaire privé, l'équipe informatique communale s'occupe notamment du fonctionnement, de la sécurité et de la résilience des systèmes.

Face aux observations concernant l'état du passage souterrain sous les voies ferrées, l'échevin répond que le passage actuel devrait être définitivement fermé début février pour faire place à la construction, par les CFL, d'un tout nouveau passage. Ces travaux font partie de l'ensemble des travaux de rénovation dans la zone de la gare de Bettembourg et devraient débuter en janvier et durer environ un an. Le nouveau passage offrira deux voies séparées pour piétons et usagers de la mobilité douce, sera donc nettement plus large et garantira une meilleure visibilité ainsi qu'un sentiment de sécurité amélioré.

M. Jans rappelle à M. Estanqueiro que la commune a déjà défini une concession pour la restauration ambulante au parc Jacquinot. Il réfute les critiques de Mme Kunsch et de M. Estanqueiro selon lesquelles la commune n'aurait aucun concept concernant la mobilité douce, soulignant que ce concept existe bel et bien et se base sur la mise en relation des pistes cyclables nationales par les rues cyclables définies par la commune. Ainsi la sécurité personnelle repose - depuis la réduction générale de la vitesse à 30 km/h dans ces quartiers - sur la possibilité de rouler à une vitesse proche de celle des voitures en empruntant les rues communales. Or, il se souvient que le LSAP avait malheureusement voté contre cette limitation générale de la vitesse dans les quartiers.

Concernant le chemin scolaire évoqué par Mme Kunsch, l'échevin met en évidence que le campus « Ëm de Bëchel » est accessible à pied ou à vélo de manière sécurisée et que le chemin



menant à l'école Reebou, plusieurs passages piétons supplémentaires ont été créés à la demande des parents et le chemin scolaire est désormais plus sûr, concernant tant les passages piétons que l'éclairage. Quant aux barrières, il rappelle qu'au conseil communal, Mme Kunsch avait bien soutenu la proposition de la commission de la Mobilité d'étudier au préalable l'évolution du trafic sur un an. Il ajoute que les mesures du trafic du premier trimestre sont désormais disponibles et seront partagées avec la commission de la Mobilité pour avis.

M. Jans remercie M. Bley pour sa remarque concernant la résilience informatique. En effet, la commune est préparée au respect de la directive européenne NIS2 et de la circulaire y relative du ministère. A titre d'exemple, les serveurs de la commune seront transférés physiquement chez LuxConnect, garantissant le fonctionnement permanent et évitant l'achat de groupes électrogènes coûteux, un petit générateur suffisant pour quelques postes en cas de coupure.

Enfin, l'échevin informe le conseil que les entreprises commencent à emménager en janvier dans la nouvelle zone d'activité Krakelshaff.

Le conseil communal approuve finalement le budget rectifié 2025 et le budget initial 2026 avec 9 voix (CSV, DÉI GRÉNG, DP) contre 6 voix (LSAP).

Subsides extraordinaires aux sociétés et associations locales

Le conseil communal a arrêté les subsides extraordinaires aux associations pour 2025 et 2026 suivant les devis et budgets prévisionnels et les taux et bonifications pour le calcul des subsides ordinaires pour 2026. Un maximum de 50.565 € pour subsides extraordinaires a été accordé aux différentes associations des domaines du sport, de la culture, du social et des loisirs.

Affaires de personnel

Trois postes de fonctionnaire communal dans le groupe de traitement B1 ont été créés pour répondre aux besoins de l'administration. La convention collective de travail pour les salariés des communes du Sud, couvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, a été validée. Le conseil communal a également approuvé l'attribution d'une montre en or à sept membres du personnel communal et enseignant ainsi qu'à trois membres du CGDIS, en reconnaissance de vingt années de service. Cette distinction sera remise lors de la Réception du Nouvel An, prévue le 5 janvier 2026.

Règlements communaux

Le conseil communal a approuvé l'introduction de sanctions administratives dans le règlement général de police. Celles-ci permettront aux agents municipaux de sanctionner un catalogue de quinze infractions (cf. notre article page XY du BUET 1/2026).

Le conseil a également approuvé la modification du règlement communal relatif à la promotion du développement durable. Les points modifiés concernent notamment la modification de la nomenclature de la classification écologique des sèche-linges ainsi que la suppression des classifications relatives à la réparation des appareils de gros électroménager.

Un nouveau règlement a été adopté pour cofinancer la castration et la stérilisation des chats domestiques, afin de protéger le chat sauvage en évitant les croisements avec les chats domestiques, de lutter contre la surpopulation féline et de prévenir la propagation de maladies.



Enfin, un règlement sur le prêt d'un broyeur de végétaux aux habitants de la commune a été adopté. Un dépliant avec toutes les informations pratiques sera distribué dans les boîtes aux lettres début 2026 (cf. notre annonce du BUET 1/2026).

Dénomination des rues au féminin

Le bourgmestre a rappelé aux conseillers la volonté du collège échevinal d'atteindre une plus grande parité entre les femmes et les hommes dans la dénomination des rues de la commune (cf. notre article du BUET 1/2026).

Il a souligné qu'à l'heure actuelle, 24 rues portent des noms masculins, contre seulement cinq noms féminins. Dans ce contexte, une liste de 16 femmes — luxembourgeoises et non luxembourgeoises — issues de différents domaines tels que la politique, l'art, l'enseignement, les sciences et la musique, a été établie et examinée au préalable au sein des commissions compétentes, où un consensus s'est dégagé quant aux noms proposés.

M. Zeimet explique que la proposition vise à nommer les allées et les rues de la Cité du Soleil à Bettembourg et de la Cité Beaulieu à Noertzange d'après ces personnalités féminines. À l'entrée de chacune de ces cités, un panneau d'information présentant le plan du quartier et la dénomination des différentes rues sera installé afin de faciliter l'orientation. Le bourgmestre a précisé que cette démarche n'entraînera aucun changement administratif pour les habitants concernés, ceux-ci conservant leur adresse actuelle.



BERICHT DES GEMEINDERATS VOM 19. DEZEMBER 2025

Der Gemeinderat hat den vom Bürgermeister in der Sitzung vom 5. Dezember 2025 vorgelegten Berichtigungshaushalt 2025 und den ursprünglichen Haushalt 2026 diskutiert. Beide Dokumente wurden mit Stimmenmehrheit angenommen.

Diskussion über den Berichtigungshaushalt 2025 und den ursprünglichen Haushalt 2026

Bürgermeister Laurent Zeimet (CSV) forderte die Ratsmitglieder auf, zu dem in der Sitzung vom 5. Dezember vorgelegten Haushalt Stellung zu nehmen.

Guy Frantzen (LSAP)

Guy Frantzen (LSAP) bedankt sich im Namen seiner Fraktion bei den Dienststellen, die am Umzug zum Schulcampus „Ëm de Bëchel“ beteiligt waren, sowie bei jenen, die während der Überschwemmungen vor Schulbeginn im Einsatz standen.

Er äußert große Besorgnis über die finanzielle Situation der Gemeinde. Seiner Ansicht nach werden die hohen Zinsbelastungen die künftigen Haushalte dauerhaft beeinträchtigen, die Investitionsfähigkeit stark einschränken und die Gemeinde möglicherweise auf einen reinen Verwaltungshaushalt zurückführen. Die angekündigte Analyse des ordentlichen Haushalts zur Ermittlung von Einsparpotenzialen nimmt er zur Kenntnis, weist jedoch darauf hin, dass die finanziellen Spielräume bereits äußerst begrenzt seien und das internationale makroökonomische Umfeld ungünstig bleibe. Vor diesem Hintergrund begrüßt er die Entscheidung, lediglich drei zusätzliche Verwaltungsstellen zu schaffen, ebenso wie die Einführung einer Steuer auf leerstehende Wohnungen.

Das Ratsmitglied bedauert einen Mangel an Weitsicht und Planung im Bereich der kommunalen Gebäude. Er stellt Fragen zur zukünftigen Nutzung des ehemaligen Campingplatzes sowie des früheren Gebäudes des Service des parcs, zu dem ein leerstehendes Chalet und ein Garten gehören. Er begrüßt hingegen die geplante Renovierung des Kiosks im Jacquinet-Park und bittet um nähere Informationen zur angekündigten Lösung für das frühere Gelände des Service des régies in Abweiler. Zudem hinterfragt er die Einbindung des ehemaligen Hauses Erpelding in das Renovierungsprojekt der „Schoul am Duerf“ sowie die Zweckmäßigkeit des kürzlich errichteten, heute jedoch leerstehenden Anbaus.

Guy Frantzen hebt die Projekte für bezahlbaren Wohnraum in der Rue Collart hervor, die in zwei seit fünfzehn Jahren leerstehenden Häusern vorgesehen sind, ebenso wie die Einrichtung des BicherKueb im Erdgeschoss. Er bewertet die Situation der Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) kritisch, deren Budget angesichts des baulichen Zustands des Gebäudes und der Unterbringung von rund 200 Jugendlichen als unzureichend erachtet wird, und fordert zumindest eine minimale energetische Sanierung sowie mittelfristige Perspektiven. Zudem weist er auf den schlechten Zustand des Pavillons in der Rue Cheminot, fehlende Projektansätze und Sicherheitsprobleme im Innenhof hin. Er bedauert das Ausbleiben einer klaren Entscheidung zur Zukunft des Kinos sowie die zunehmende Zahl leerstehender Geschäfte im Ortszentrum und regt an, Pop-up-Stores als Belebensmaßnahme zu prüfen. Darüber hinaus fordert er eine koordinierte Lösung zur Sanierung des stark beschädigten Zugangswegs zum Waldfriedhof. Abschließend stellt Guy Frantzen die außerordentlichen Investitionen in Höhe von 843.000 Euro für die Kläranlage infrage und kritisiert die bei der Organisation der Gemeinderatssitzungen eingesetzten IT-Tools, die er als kostenintensiv und wenig effizient einstuft. Er fordert hierzu konkrete Verbesserungen.



Alain Gillet (CSV)

Alain Gillet (CSV) betont, dass der Haushalt in Kontinuität mit den Vorjahren sowie mit der Koalitionsvereinbarung stehe. Im Bereich der Wasserpoltik begrüßt er die Anstrengungen zur Instandhaltung der Netze und zur Sensibilisierung der Bevölkerung, die einen Verbrauch von unter 100 Litern pro Einwohner und Tag sowie eine aktuelle Kostendeckung im Trinkwasserbereich ermöglichen. Er räumt jedoch ein, dass diese Kostendeckung im Abwasserbereich aufgrund der hohen Investitionen in das Kanalisationsnetz, das zur Vermeidung von Überschwemmungen beiträgt, nicht erreicht werde. Er zeigt sich erfreut über den Fortschritt des Projekts zur Renaturierung der Alzette. In der Abfallwirtschaft stellt das Ratsmitglied dank der eingeführten Tarifpolitik eine Verbesserung der Mülltrennung fest und verweist auf einen Rückgang der im Rahmen der „Grouss Botz“ gesammelten Abfälle.

Alain Gillet hebt die hervorragenden Ergebnisse der Gemeinde im Klimapakt hervor, insbesondere die Verleihung des Climate Star 2025 für den Bau der neuen kommunalen Werkstätten. Er unterstreicht die staatlichen Zuschüsse in Höhe von 425.000 Euro sowie die Auszahlung von 340.000 Euro an private Haushalte im Bereich der nachhaltigen Entwicklung. Er erinnert daran, dass Bettembourg weiterhin die einzige Gemeinde mit einer Gold-Zertifizierung im Naturpakt ist und hierfür Subventionen in Höhe von 192.000 Euro für Biodiversitätsprojekte erhält.

Zum Abschluss verweist er auf die umfangreiche Unterstützung des Vereinswesens und des Ehrenamts sowie auf die Investitionen in die Sportinfrastruktur. Er nennt außerdem Maßnahmen zugunsten von Kindern und Jugendlichen, darunter den Interrail-Pass, die Betreuung von 200 Jugendlichen durch die MJC, die Anschaffung eines neuen Kleinbusses sowie die Eröffnung des Schulcampus „Ëm de Bëchel“.

Sylvie Jansa (LSAP)

Sylvie Jansa (LSAP) hebt die Investitionen zugunsten von Kindern und Jugendlichen hervor, insbesondere die Eröffnung des Schulcampus „Ëm de Bëchel“. Sie bittet jedoch um nähere Informationen zu den wiederholten nächtlichen Alarmauslösungen auf dem Campus und fragt, ob diese möglicherweise mit den durch die Überschwemmungen im September verursachten Schäden zusammenhängen.

Bezüglich der Interrail-Pass-Initiative weist sie darauf hin, dass junge Menschen aus sozial benachteiligten Verhältnissen nicht immer über die notwendigen finanziellen Mittel für Reisen verfügen. Sie begrüßt die Zusammenarbeit mit der UP_Foundation im Rahmen des JONKA-Projekts und äußert die Hoffnung, dass die dort formulierten Vorschläge umgesetzt werden, insbesondere die Schaffung von Spielplätzen, die auch für Menschen mit eingeschränkter Mobilität zugänglich sind. Zudem erkundigt sie sich nach der Möglichkeit einer Zusammenarbeit mit dem „Kanner- a Jugendtelefon“, das Sensibilisierungsworkshops zum Thema häusliche Gewalt ab dem 3. Zyklus der Grundschule anbietet.

Zufrieden mit dem Fortschritt des Aktionsplans zur Charta „Design for All“ erinnert Sylvie Jansa an die gesetzliche Verpflichtung, bis zum 1. Januar 2032 die universelle Barrierefreiheit öffentlicher Orte und Mehrfamilienhäusern sicherzustellen. Im Bereich der Sicherheit spricht sie sich für die Einrichtung einer lokalen Polizei aus und fordert zugleich verstärkte Sensibilisierungsmaßnahmen für ältere Menschen in Bezug auf unterschiedliche Betrugsformen. Darüber hinaus begrüßt sie die bevorstehende Ausarbeitung eines lokalen Resilienzplans. Das Ratsmitglied bewertet die angekündigte Installation von LED-Beleuchtung im gesamten Gemeindegebiet positiv und fragt, ob diese Maßnahme auch die Wiederherstellung der nächtlichen öffentlichen Beleuchtung ermöglichen wird.



Anschließend kommt Sylvie Jansa auf die Auslagerung der Reinigungsarbeiten im Schulcampus „Ëm de Bëchel“ zurück, die sie als Widerspruch zu den bei der Vorstellung des Haushaltsplans 2022 gemachten Zusagen betrachtet, wonach diese Aufgaben ausschließlich vom Gemeindepersonal übernommen werden sollten. Ihrer Ansicht nach führt diese Entscheidung zu einem Verlust an Qualität und Kontrolle. Das Ratsmitglied schließt mit der Feststellung, dass die Entscheidung zur Feminisierung von Straßennamen zur Kenntnis genommen wurde, und betont, dass deren Umsetzung ohne Adressänderung für die betroffenen Einwohner erfolgen wird.

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG)

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) vertritt die Auffassung, dass es sich keineswegs um einen reinen Verwaltungshaushalt handelt. Er betont, dass die im Vorjahr angekündigten negativen Finanzszenarien nicht eingetreten seien. Die ordentlichen Einnahmen der Gemeinde seien gestiegen, die Verschuldung leicht zurückgegangen, und das Verhältnis zwischen Ausgaben und ordentlichen Einnahmen liege mit 13 %, deutlich unter der vom Innenministerium festgelegten Grenze von 20 %. Aus seiner Sicht bleibt die Schuldenlast somit unter Kontrolle und ist gerechtfertigt, da sie die Finanzierung wichtiger und dringender Infrastrukturmaßnahmen ermöglicht habe. Er betrachtet die Verschuldung daher als notwendiges Instrument für eine nachhaltige und zukunftsorientierte kommunale Entwicklung. Gleichzeitig verweist er auf die Abhängigkeit der Gemeinde von der finanziellen Stabilität des Staates und auf mittelfristige Unsicherheiten der nationalen Finanzen.

Das Ratsmitglied begrüßt die laufenden Projekte in den Bereichen Stadtplanung und Mobilität, insbesondere die Renovierung und Erweiterung des Bahnhofs Bettembourg mit der neuen Unterführung für Fußgänger, Radfahrer und Menschen mit eingeschränkter Mobilität. Den Plan zur Neugestaltung des Ortszentrums unterstützt er grundsätzlich, bedauert jedoch Verzögerungen, etwa im Zusammenhang mit dem Erhalt des CIBETT-Gebäudes. Positiv bewertet er die Renovierung der „Schoul am Duerf“, die nach einem nachhaltigen und partizipativen Ansatz umgesetzt wird.

Das Ratsmitglied hebt zudem das partizipative Projekt JONKA hervor, die Einbindung junger Menschen sowie die vorgesehenen Mittel zur kinder- und jugendfreundlichen Gestaltung des öffentlichen Raums. Im Wohnungsbereich unterstützt er die Einführung einer Steuer auf leerstehende Einfamilienhäuser als Regulierungsinstrument in der Wohnungskrise sowie die Renovierungsarbeiten des Fonds de Logement, insbesondere an der Route de Mondorf und in der Rue de l'Indépendance.

Nicolas Hirsch unterstreicht den konsequenten Nachhaltigkeitsansatz der Gemeinde bei allen kommunalen Entscheidungen und verweist auf die hervorragenden Ergebnisse im Klima- und Naturpakt, die Installation von mehr als 350.000 kWh Photovoltaikleistung innerhalb eines Jahres sowie die nationalen und internationalen Auszeichnungen, die der Gemeinde verliehen wurden. Er begrüßt zudem Initiativen wie den Interrail-Pass für junge Menschen und stellt fest, dass seit dessen Einführung im Jahr 2024 immer mehr junge Menschen Europa auf nachhaltige Weise bereisen.

Zum Abschluss betont er die Bedeutung von sozialem Zusammenhalt, Solidarität und Inklusion. Er verweist auf die Stärkung des kommunalen Sozialamts, das Engagement in internationalen Kooperationsprojekten sowie die Aufnahme von Flüchtlingen, unter anderem durch die Schaffung eines neuen Heims für unbegleitete Minderjährige. Zudem zeigt er sich zufrieden, dass populistische, fremdenfeindliche und diskriminierende Tendenzen im Gemeinderat keinen Raum finden.



Patrick Hutmacher (LSAP)

Patrick Hutmacher (LSAP) befragt den Schöffenrat zur Organisation des Schulwesens, zur Schülerzahl, zur Klassenverteilung sowie zur Kapazität der bestehenden Infrastruktur, insbesondere im Hinblick auf die Einführung des Alpha-Projekts. Er sieht darin die Chance, dass Schüler, die bislang außerhalb der Gemeinde zur Schule gingen, künftig wieder in der Gemeinde eingeschult werden. Außerdem hinterfragt er die Zahlen des SEA und weist auf einen Widerspruch zwischen der vom Bürgermeister im Haushaltsplan angekündigten Auslastung von 85 % und der aktuell bestehenden Warteliste hin.

Zur „Schoul am Duerf“ erinnert Patrick Hutmacher an die im Haushalt vorgesehenen 150.000 Euro für die Planungsphase der Renovierung und bittet um genauere Angaben zum Zeitplan für Beginn und Abschluss der Arbeiten. Zugleich verweist er auf den mehrjährigen Finanzplan, in dem für das Projekt rund 30.000.000 Euro vorgesehen sind.

Das Ratsmitglied äußert sich kritisch zu den Erklärungen, die das Büro Schroeder & Associés dem Gemeinderat im November zu den Überschwemmungen im September vorgelegt hat und fordert ein zusätzliches Gutachten eines spezialisierten Fachbüros, um die Ursachen der Schäden eindeutig zu klären und künftige Überschwemmungen des Schulgeländes zu verhindern.

Abschließend bedauert Patrick Hutmacher den fehlenden Fortschritt bei der Umsetzung des vor den Wahlen vorgestellten Projekts zur Neugestaltung des Zentrums von Bettembourg. Mehrere kurzfristig angekündigte Vorhaben – wie die Renaturierung des „Diddelenger Bach“, die Neugestaltung der Route d’Esch oder der Umbau der MJC – wurden noch nicht begonnen und sind nicht ausreichend finanziert. Zudem wurde der Bau des Mehrzweckgebäudes und damit des künftigen Sportzentrums langfristig verschoben. Er fordert eine präzisierte Strategie und einen klaren Zeitplan für die Umsetzung.

Patrick Kohn (CSV)

Patrick Kohn (CSV) begrüßt die Fortführung des kommunalen Pakts für interkulturelles Zusammenleben im Jahr 2026, insbesondere den geplanten Bau eines Bürgerhauses in der Rue Collart, das den BicherKueb sowie Sozialwohnungen aufnehmen soll. Zudem weist er auf die angekündigte Renovierung der elf Zöllnerhäuser an der Route de Mondorf im Kontext der nationalen Wohnungskrise hin.

Patrick Kohn betont die zentrale Bedeutung des Zusammenlebens für die Integration ausländischer Mitbürger durch Workshops und Sensibilisierungsmaßnahmen, insbesondere für die Eintragung in die Wählerverzeichnisse. Er nimmt die für 2026 vorgesehene Neuorganisation des Empfangs der neuen Bürger zur Kenntnis und dankt der Koordinatorin für das Zusammenleben sowie ihrem Team für ihr Engagement. Er begrüßt die angekündigte Vorstellung einer kommunalen Kulturstrategie und hebt den Erfolg des KulTourhauses in Hüncheringen hervor. Die vorgesehenen Haushaltsmittel für die wichtigsten Veranstaltungen, insbesondere den „Parcours de la mémoire“, nimmt er zur Kenntnis. Zudem zeigt er sich erfreut über die Neugestaltung des Friedhofs von Hüncheringen.

Abschließend geht Patrick Kohn auf die geplanten Investitionen in den Club Aktiv+ deForum ein, verweist auf den Beitritt zur Charta „Design for All“ sowie die Ausarbeitung eines entsprechenden Aktionsplans für 2026. Er weist ausserdem auf die Beteiligung der Gemeinde an der Teuerungszulage des Nationalen Solidaritätsfonds hin und hebt den Umzug des CIGL sowie die geplante Renovierung des ehemaligen Standorts des Service des régies in Abweiler zur Unterbringung mehrerer sozialer Projekte hervor.



Marco Estanqueiro (LSAP)

Marco Estanqueiro (LSAP) konzentriert sich auf Projekte, die in der Schöfferratserklärung erwähnt, im Haushalt 2026 jedoch nicht berücksichtigt seien. Er weist insbesondere auf fehlende Mittel für den Bau der Fußgängerbrücke zwischen dem Jacquinot-Park und der Rue de l'Indépendance hin und hält die geplante Verbindung zwischen der Promenade du Soleil und der Route de Luxembourg sowie der Route d'Esch, einschließlich Fuß- und Radwege, für unrealistisch.

Das Ratsmitglied erinnert daran, dass die Schöfferratserklärung den Bau neuer Radwege und die Anbindung des Radwegs „Äppelbiërg“ an das nationale Radwegenetz vorsah, im Haushalt jedoch lediglich 6.000 Euro für eine Studie zur sanften Mobilität vorgesehen seien. Gleichzeitig verweist er darauf, dass sich die Investitionen in das Straßennetz im Jahr 2025 auf 3.700.000 Euro belaufen und im Jahr 2026 voraussichtlich 2.500.000 Euro erreichen werden. Ohne in Abrede zu stellen, dass diese Beträge notwendige Arbeiten abdecken, ist Marco Estanqueiro der Ansicht, dass die für die Fahrradinfrastruktur vorgesehenen Mittel im Vergleich dazu weiterhin völlig unzureichend seien. Verstärkte Anstrengungen in diesem Bereich würden es der Gemeinde seiner Meinung nach ermöglichen, im Rahmen der Natur- und Klimapakte ein besonders hohes Anerkennungsniveau zu erreichen.

Das Ratsmitglied bedauert, dass das Tiny-House-Projekt in der Stadtplanung nicht vorankommt, da keine Mittel vorgesehen seien. Zum Bereich Energie und Klima stellt er fest, dass der Haushalt keine Elemente zur Umsetzung der angekündigten Vision der Energieautarkie enthält, und erkundigt sich nach dem Fortschritt der in Zusammenarbeit mit dem LIST geplanten Studie. Marco Estanqueiro wünscht, dass die Repair Cafés in Bettembourg noch vor Ende der Legislaturperiode einen festen Standort erhalten, und begrüßt das Prinzip des Public Writer, bittet jedoch um nähere Informationen zur konkreten Umsetzung. Abschließend erkundigt er sich zum Stand weiterer Projekte, darunter die Förderung medizinischer Zentren, Einführung eines progressiven Wassertarifs, Bau eines regionalen Tierheims, Zuschüsse für Fassadenbegrünung, Einführung einer Bettembourg-Karte, Entwicklung von Pop-up-Stores sowie ein mobiles Gastronomieangebot im Jacquinot-Park.

Linda Kunsch (LSAP)

Linda Kunsch (LSAP) dankt dem Schulpersonal, den kommunalen Dienststellen sowie dem CGDIS dafür, dass trotz der Überschwemmungen wenige Tage zuvor die Eröffnung des Schulcampus „Ëm de Bëchel“ am 15. September stattfinden konnte. Gleichzeitig erkundigt sie sich nach möglichen Temperaturunterschieden zwischen den einzelnen Räumen des Campus und bedauert, dass die Sporthalle bislang nicht zugänglich ist. Dies erschwere ihrer Ansicht nach zeitweise die Betreuung der Kinder durch das SEA-Personal, da sportliche Aktivitäten nicht durchgeführt werden können. Zudem weist sie auf unzureichenden Schallschutz in der Kantine hin und fragt, ob entsprechende Verbesserungsmaßnahmen vorgesehen sind.

Bezüglich des Spielplatzes des Schulcampus macht das Ratsmitglied darauf aufmerksam, dass bestimmte Spielgeräte aufgrund von Instabilität mehrfach ausgetauscht werden mussten und einzelne Bereiche zeitweise gesperrt waren. Darüber hinaus fordert sie, den roten Belag des Pausenhofs rutschfester zu gestalten, um Unfällen vorzubeugen.

Im Bereich der Schulwegsicherheit begrüßt Linda Kunsch, dass Kinder aus der unmittelbaren Umgebung des neuen Campus nun über sicherere Wege verfügen. Gleichzeitig bemängelt sie, dass bislang keine substantiellen Maßnahmen zur Verbesserung des Schulwegs für die Kinder des Zyklus 4.2. aus dem Viertel „Ëm de Bëchel“ zur „Reebouschoul“ umgesetzt wurden. Insbesondere bedauert sie, dass im Haushalt 2026 weder Mittel für verkehrsberuhigende Barrieren im Umfeld der „Reebouschoul“ während der Morgenstunden noch für



Geschwindigkeitsbegrenzungen in der Rue Collart vorgesehen sind, obwohl entsprechende Forderungen von Elternvertretern der „Schoul am Duerf“ erhoben wurden.

Positiv bewertet das Ratsmitglied den schrittweisen Ersatz der Straßenbeleuchtung durch LED-Leuchten im gesamten Gemeindegebiet. Sie begrüßt zudem die angekündigte Ausarbeitung eines lokalen Resilienzplans sowie die Bemühungen des Schöffenrats beim Innenministerium zur Einrichtung einer lokalen Polizei, bittet jedoch um weitergehende Informationen zur Entwicklung der Kriminalität in der Gemeinde.

Im Bereich Kinder und Jugend hebt Linda Kunsch die aktive Beteiligung junger Menschen an der kommunalen Demokratie im Rahmen des Projekts JONKA hervor. Sie spricht sich dafür aus, die eingebrachten Vorschläge unter Berücksichtigung finanzieller, technischer und organisatorischer Rahmenbedingungen sorgfältig zu analysieren und möglichst konkret umzusetzen, um einen rein symbolischen Charakter des Projekts zu vermeiden. Vor diesem Hintergrund hinterfragt sie, ob die für 2026 vorgesehenen Mittel in Höhe von 160.000 Euro für Spiel- und Freizeitplätze – 7.000 Euro weniger als im Vorjahr – ausreichen, um die von Kindern geäußerten Ideen umzusetzen. Zudem bekundet sie ihr Interesse an der Einrichtung eines kommunalen Kinder- und Jugendrats.

Linda Kunsch würdigt die zahlreichen Anstrengungen im Umwelt- und Klimaschutz und hebt insbesondere die Gold-Zertifizierung im Rahmen des Naturpakts hervor. Gleichzeitig sieht sie bei der Pflege und Kontrolle einzelner Maßnahmen Verbesserungspotenzial. Sie fragt, weshalb die Gemeinde nicht an der dritten Ausgabe des Projekts „Méi Natur an eise Stied an Dierfer“ teilgenommen hat, obwohl die Neugestaltung der Place Nelson Mandela ihrer Ansicht nach realistische Chancen auf eine Auswahl gehabt hätte. Der Projektauftrag sah eine Kofinanzierung von bis zu 500.000 Euro vor, was den für dieses Vorhaben vorgesehenen Haushalt von 1.300.000 Euro hätte entlasten können. Zudem bedauert sie das Fehlen konkreter Maßnahmen zur Schaffung sicherer Radwege zum und durch das Zentrum von Bettembourg und ist der Auffassung, dass eine konsequente Förderung der sanften Mobilität wesentlich zur Reduzierung des Autoverkehrs beitragen würde.

Guy Bley (CSV)

Guy Bley konzentriert sich in seinem Beitrag auf das Thema Sicherheit und dankt allen beteiligten Akteuren. Er bezeichnet den Haushalt 2026 als äußerst verantwortungsvoll und betont, dass die Verschuldung der Gemeinde, die im Interesse der Bürger getätigten Investitionen widerspiegele. Dank der engen Zusammenarbeit mit der Polizei sowie regelmäßiger Investitionen in den Sicherheitsbereich bleibt Bettembourg seiner Ansicht nach eine sichere Gemeinde. Er hebt hervor, dass die Polizei der kommunalen Sicherheits- und Präventionskommission regelmäßig Statistiken übermittelt, und erklärt, dass er sich auch persönlich als Radfahrer sicher fühle.

Er begrüßt die Straßenausbauarbeiten und Investitionen zugunsten der sanften Mobilität an der Route de Luxembourg, an der Ortseinfahrt von Hüncheringen sowie an der Route de Mondorf. Ebenso positiv bewertet er Initiativen mit indirektem Sicherheitsbezug, wie den LateNightBus. Die Sicherheit in den Schulen stellt für ihn einen weiteren Schwerpunkt dar: Er dankt dem Lehrpersonal und den Sicherheitsbeauftragten und lobt die Reaktionsfähigkeit des Schöffenrats bei gemeldeten Problemen. Darüber hinaus begrüßt er Investitionen in Spielplätze, Verbesserungen für Sportvereine sowie Sensibilisierungsmaßnahmen für ältere Menschen.

Guy Bley befürwortet die Anpassung der Polizeiverordnung mit neuen Sanktionsmöglichkeiten und begrüßt die geplante Renovierung der Bettembourger Polizeidienststelle. Er erinnert an die Investitionen der Gemeinde in Defibrillatoren, Einsatzblätter für Rettungsdienste in kommunalen Gebäuden, die Überwachung kommunaler Einrichtungen sowie in die IT-Sicherheit. Zudem unterstützt er die zusätzlichen Mittel für den Hochwasserschutz, wobei die Bevölkerung weiterhin aktiv einbezogen werden soll.



Das Ratsmitglied dankt dem CGDIS und seinen freiwilligen Einsatzkräften für ihr Engagement und verweist auf die Feierlichkeiten zum 125-jährigen Bestehen. Er begrüßt die geplante Ausarbeitung eines lokalen Resilienzplans, der die Gemeinde besser auf unterschiedliche Risiken vorbereiten soll, und unterstreicht die Bedeutung der Einbindung junger Menschen in die Demokratie sowie der Medienbildung als wesentliche Elemente gesellschaftlicher Resilienz – ebenso wie der physischen und digitalen Sicherheit.

Roby Biwer (LSAP)

Roby Biwer stellt fest, dass sich die Gemeinde in einer angespannten finanziellen Lage befindet. Er begrüßt die vom Bürgermeister angekündigte Analyse der ordentlichen Einnahmen, weist jedoch darauf hin, dass diese um rund 10 Millionen Euro zurückgegangen seien, was die Investitionsfähigkeit der Gemeinde erheblich einschränke. Seine Partei habe frühzeitig auf die steigenden Personal- und Betriebskosten im Zusammenhang mit neuen Infrastrukturen hingewiesen. Er führt aus, dass der Stromverbrauch in den vergangenen sechs bis sieben Jahren um 220 bis 260 % gestiegen sei, während die Heizkosten um etwa 60 % zugenommen hätten. Bei einem weiteren Rückgang der Einnahmen würde sich die finanzielle Lage seiner Ansicht nach deutlich verschlechtern, da die bestehende Verschuldung kurzfristig nicht abgebaut werden könne. Eine Erklärung dieser Situation allein mit angespannten Staatsfinanzen hält er für nicht gerechtfertigt, da die Staatseinnahmen stabil geblieben seien.

Zudem stellt Roby Biwer fest, dass der Haushalt 2026 nur wenige Neuerungen enthalte, was er angesichts eines Schuldenstands von 132 Millionen Euro für nachvollziehbar hält. Ergänzt werde der Haushalt vor allem durch einzelne Maßnahmen wie die Umstellung der Straßenbeleuchtung auf LED, die Neugestaltung der Place Nelson Mandela sowie Initiativen im Naturschutzbereich.

Er weist darauf hin, dass zur aktuellen Verschuldung unter anderem erhebliche Budgetüberschreitungen beigetragen hätten, darunter +17 % beim SEA, Mehrkosten von 34 Millionen Euro beim Schulcampus „Ëm de Bêchel“ sowie +25 % bei den kommunalen Werkstätten. Kritisch äußert er sich zudem zur Aufgabe bestimmter vor den Wahlen angekündigter Projekte, etwa der mit 940.000 Euro veranschlagten Studie für den Schulcampus Nörtzingen, was aus seiner Sicht Fragen zur langfristigen Schulplanung aufwerfe.

Gleichzeitig hebt Roby Biwer positive Aspekte des Haushalts hervor. Er bezeichnet die Investitionen im Wasserbereich – darunter die Erweiterung der Kläranlage um eine vierte Reinigungsstufe, die Modernisierung der Leitungen und die Verringerung von Wasserverlusten – als unerlässlich. Auch den Naturpakt bewertet er als sehr gute Initiative, wenngleich er bei der Umsetzung noch Verbesserungspotenzial sieht.

Abschließend weist das Ratsmitglied auf Anzeichen einer Stagnation hin, da das Bevölkerungswachstum von früher rund 1 % auf 0,01 % im Jahr 2025 und 0,02 % im Jahr 2026 zurückgegangen sei. Er hält es für entscheidend, unangemessene Investitionen zu vermeiden und die Verschuldung unter Kontrolle zu halten. Darüber hinaus fordert er eine bessere Pflege und Reinigung der Spazierwege im Krakelshaff-Park sowie des Weges zwischen der Route de Peppange und der Promenade du Soleil.

Jeff Gross (CSV)

Jeff Gross erklärt, dass der Haushaltsplan ein klares Engagement der Gemeinde in den Bereichen Sicherheit und Mobilität, Bildung und soziale Gerechtigkeit sowie Nachhaltigkeit, Klimaschutz und Lebensqualität widerspiegele. Letztere sei maßgeblich von der Qualität der öffentlichen Dienstleistungen und der kommunalen Infrastruktur abhängig. Er bezeichnet



Bettembourg als vorbildlich hinsichtlich Dienstleistungsqualität, Sport- und Kulturangebot, gewährter Zuschüsse sowie der Vielfalt verfügbarer Infrastrukturen.

Als zentrale Infrastrukturprojekte nennt er den Bau der neuen Hammerel-Brücke, die Schaffung einer neuen Unterführung für Fußgänger und Radfahrer sowie mittelfristig die Neugestaltung des Zentrums von Bettembourg. Hinzu kommen die Neugestaltung der Rue Collart und der Rue Paul Eyschen, Arbeiten an der Ortseinfahrt von Bettembourg und an der Route de Mondorf sowie die Neugestaltung der Ortseinfahrt von Hüncheringen. Darüber hinaus verweist er auf notwendige Anpassungen des Straßennetzes infolge neuer Wohnbauprojekte in Hüncheringen.

Jeff Gross hebt zudem zahlreiche Initiativen im Wohnungsbau hervor, darunter das PAP LEO in Krakelshaff, die Renovierung der Zollhäuser sowie geplante Arbeiten an Gebäuden des Fonds du Logement in der Rue de l'Indépendance. Im Bereich Sicherheit und Nachhaltigkeit betont er den vollständigen Austausch der Straßenbeleuchtung durch LED-Leuchten und die Entsiegelung sowie Neugestaltung des Parkplatzes an der Place Nelson Mandela. Ergänzend verweist er auf die im Haushalt vorgesehenen Mittel zur Renaturierung der Alzette, die einen wichtigen Beitrag zur Hochwasserprävention leisten sollen.

Diese Investitionen gewährleisteten in Verbindung mit der Weiterentwicklung der kommunalen Dienstleistungen ein hohes Maß an Lebensqualität. Gleichzeitig weist Gross darauf hin, dass ein solches Leistungsniveau erhebliche Kosten verursache und jede Dienstleistung sowie jede Subvention aus den ordentlichen Einnahmen der Gemeinde finanziert werden müsse. Er kritisiert die Position der LSAP, wonach die Kapazitäten des ordentlichen Haushalts ausgeschöpft seien, und erinnert an die Abhängigkeit der Gemeinde vom Globalzuschussfonds sowie von den Einnahmen aus der Gewerbesteuer.

Vor diesem Hintergrund hält Jeff Gross die Investition von 2.800.000 Euro in die Erschließung neuer Gewerbegebiete, insbesondere des Standorts Krakelshaff, für gerechtfertigt. Er dankt den Mitgliedern der Kommission für Stadtplanung und Wohnungswesen für ihren konstruktiven Ansatz in Bezug auf Grünflächen, der es ermöglicht habe, einen Anteil von 15 % in den Gewerbegebieten beizubehalten und zugleich Flexibilität bei deren Lage zu gewährleisten. Dieser Ansatz zeige seiner Ansicht nach, dass Klimaschutz und wirtschaftliche Entwicklung miteinander vereinbar sind.

Laurent Zeimet (CSV)

Bürgermeister Laurent Zeimet dankt allen Ratsmitgliedern für ihre Wortmeldungen, einschließlich der kritischsten Beiträge. Er begrüßt die breite Zustimmung zur Steuer auf leerstehende Wohnungen und präzisiert, dass diese auch auf öffentliche Immobilien angewendet werden kann, mit Ausnahme jener Gebäude, für die bereits konkrete Projekte bestehen, etwa die Zollhäuser, das Quintus-Haus sowie die Häuser in der Rue Collart. Er stellt klar, dass nur eines der beiden Häuser in der Rue Collart seit fünfzehn Jahren leer steht, und erklärt, dass der im Haushalt vorgesehene Kredit von 50.000 Euro bewusst begrenzt sei, da das Projekt vom technischen Dienst der Gemeinde ausgearbeitet werde.

Zum Pavillon in der Rue des Cheminots teilt der Bürgermeister Guy Frantzen mit, dass bis 2027 in Abstimmung mit den Anwohnern ein Gesamtkonzept für die Renovierung des Viertels erarbeitet werden soll, in dessen Rahmen auch über die Zukunft des Pavillons entschieden werde. Unabhängig davon müssten Sauberkeit und Sicherheit bereits jetzt gewährleistet sein. Zum Kino erklärt er, dass dieses bis zum Bau des geplanten Mehrzweckgebäudes im Zuge der Neugestaltung des Zentrums von Bettembourg an seinem jetzigen Standort verbleiben werde. Zudem erinnert er daran, dass der Bewirtschaftungsplan für den Gemeindewald die Sanierung des Weges zum Waldfriedhof vorsieht. Die Unterführung werde Anfang Februar wegen Umbauarbeiten geschlossen; die Beleuchtung sei inzwischen wieder funktionsfähig.



In seiner Antwort an Roby Biwer erläutert Laurent Zeimet, dass die Gemeinde an großen staatlichen Projekten beteiligt sei, ohne selbst Bauherr zu sein, und nicht über die personellen Ressourcen verfüge, um mehrere umfangreiche kommunale Bauvorhaben parallel umzusetzen. Er begrüßt den breiten Konsens zur Umstellung auf LED-Beleuchtung, der seiner Ansicht nach die Debatte über das nächtliche Abschalten der öffentlichen Beleuchtung beenden werde.

Zur Frage von Sylvie Jansa erklärt der Bürgermeister, dass die Auslagerung der Reinigung des Schulcampus „Ëm de Bëchel“ auf einer Vereinbarung mit der Personalvertretung beruhe und durch die Schulzeiten zusätzliche organisatorische Zwänge bestünden. Er sagt zu, die Einhaltung der Rechte der betroffenen Arbeitnehmerinnen zu überprüfen, und begrüßt zugleich die Unterstützung für die Umbenennung von Straßen nach Frauen.

Laurent Zeimet widerspricht der Einschätzung von Nicolas Hirsch zu den Staatsfinanzen und vertritt die Auffassung, dass die kommunalen Einnahmen aus dem Staatshaushalt stabil seien oder sogar anstiegen und dass die staatliche Unterstützung für die Gemeinden insgesamt verstärkt worden sei.

Zur Schulplanung, angesprochen von Patrick Hutmacher, erklärt der Bürgermeister, dass die Auswirkungen der Pandemie in den ursprünglichen Prognosen nicht hätten berücksichtigt werden können. Trotz eines aktuell unter den Erwartungen liegenden Bevölkerungswachstums werde der Bedarf durch neue Wohnviertel künftig steigen, was eine Fortführung der Planungen in angemessenem Tempo rechtfertige. Er informiert darüber, dass das Expertenbüro EEPI an der Analyse der Überschwemmungen vom September beteiligt sei, weist jedoch darauf hin, dass es keine hundertprozentige Sicherheit geben könne. Die Situation in den Vierteln „A Leischemer“ und „Ëm de Bëchel“ werde in den kommenden sechs Monaten erneut umfassend analysiert; die Ergebnisse sollen dem Gemeinderat zur Entscheidungsfindung vorgelegt werden. Zudem befinde sich die Abnahme der Arbeiten am Campus „Ëm de Bëchel“ derzeit in der laufenden Phase.

Der Bürgermeister erinnert daran, dass die Verschiebung der Neugestaltung des Zentrums bereits bei der Vorstellung des Haushaltsplans erläutert worden sei und dass die mit Großprojekten verbundene Verschuldung nun ein schrittweiseres Vorgehen erfordere. In seiner Antwort an Marco Estanqueiro stellt er klar, dass der Bau der neuen Fußgängerbrücke ein staatliches Projekt sei, an dem die Gemeinde auf Planungsebene beteiligt ist, für das jedoch kein kommunales Budget vorgesehen sei. Er fügt hinzu, dass der Staat in den kommenden Jahren 426 Millionen Euro in die Modernisierung des Bahnhofs von Bettembourg investieren werde, was erhebliche Auswirkungen auf die Bevölkerung haben werde.

Abschließend teilt Laurent Zeimet die von Roby Biwer geäußerten finanziellen Bedenken teilweise, weist jedoch darauf hin, dass der ordentliche Haushalt stark von interkommunalen Verbänden beeinflusst werde. Er ruft zu erhöhter Wachsamkeit auf und begrüßt den bestehenden Konsens, die Personalkosten unter der Schwelle von 50 % zu halten.

Josée Lorsché (DÉI GRÉNG)

Schöffin Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) teilt Guy Frantzen mit, dass das Gelände des ehemaligen Campingplatzes weiterhin in drei Bereiche unterteilt bleibt. Der erste ist für die Zufahrt zur neuen Fußgänger- und Radfahrerbrücke vorgesehen, die das Gelände mit dem Viertel rund um die Sporthalle und dem nationalen Radweg verbinden wird. Der zweite Bereich ist Gegenstand einer europäischen Studie zur Aufwertung versiegelter Böden, die die Gemeinde gemeinsam mit dem LIST durchführt. Der dritte Bereich bleibt dem gemeinschaftlichen und ökologischen Projekt „Jacquinoth's Gaart“ vorbehalten, das von Bürgern verwaltet und regelmäßig von Kinder- und anderen Gruppen genutzt wird.



Zur „Schoul am Duerf“ erklärt sie, dass diese angesichts der Überlastung anderer Schulen und des Zuzugs neuer Einwohner auch künftig unverzichtbar bleibe. Das denkmalgeschützte Gebäude werde gemäß den Kriterien des INPA renoviert. Vor Beginn der Arbeiten werde eine Steuerungsgruppe aus Vertretern des SEA, des Schulpersonals und der kommunalen Dienste das pädagogische Konzept ausarbeiten; der Anbau bleibe weiterhin in Nutzung. Eine vollständige Renovierung der MJC, wie von Guy Frantzen gefordert, würde umfangreiche Arbeiten und eine vollständige Schließung erfordern, wodurch rund 200 Jugendliche ohne Infrastruktur wären. Daher halte der Schöffenrat es für sinnvoll, den Bau des neuen, im Masterplan vorgesehenen Gebäudes abzuwarten.

Josée Lorsché dankt Sylvie Jansa für ihre Unterstützung der Projekte für Kinder und Jugendliche und erklärt, dass der nächtliche Feueralarm auf dem Schulcampus „Ëm de Bëchel“ auf technische Probleme zurückzuführen gewesen sei, die inzwischen behoben wurden. Sie präzisiert, dass die kostenlose Bereitstellung des Interrail-Passes junge Menschen zu nachhaltiger Mobilität motivieren solle und nicht der Finanzierung von Ferien diene. Zudem informiert sie, dass die Gemeinde Workshops des „Kanner- a Jugendtelefon“ anbieten könne, eine Verpflichtung der Lehrkräfte jedoch nicht möglich sei, da das Projekt nicht Teil des nationalen Lehrplans ist.

An Patrick Hutmacher gerichtet erinnert die Schöffin daran, dass sämtliche Zahlen und Details zur Schulorganisation und zum Alpha-Projekt ausführlich in der Schulkommission diskutiert wurden, in der die LSAP mit drei Mitgliedern vertreten ist. Sie stellt die parteiinterne Kommunikation der LSAP in Bildungsfragen in Frage, da dieselben Themen wiederholt im Gemeinderat aufgegriffen würden. Die Klassenorganisation sei wie jedes Jahr von den Schulkomitees in Zusammenarbeit mit der Grundschulverwaltung festgelegt, von der Schulkommission positiv bewertet und anschließend einstimmig vom Gemeinderat verabschiedet worden. Besonders stark frequentiert sei derzeit der Zyklus 1, was künftig zu weiter steigenden Schülerzahlen führen werde, verstärkt durch neue Wohnviertel. Die Annahme, dass 140 Kinder aufgrund des Alpha-Projekts wieder in die Gemeindeschulen zurückkehren würden, stellt sie in Frage und verweist auf andere Gründe für die Einschulung außerhalb der Gemeinde. Die Warteliste des SEA betreffe insbesondere bestimmte, bereits ausgebuchte Zeitfenster. In ihrer Antwort an Marco Estanqueiro weist Josée Lorsché auf Fortschritte bei der Energieautonomie hin: Zehn weitere Gebäude sind oder werden mit Photovoltaikanlagen für den Eigenverbrauch ausgestattet, fünf davon sind bereits in Betrieb. Auch das autonome Versorgungssystem auf dem Schulcampus „Ëm de Bëchel“ sei aktiv, bedauert jedoch, dass die LSAP dieses Projekt nicht unterstützt habe. Für eine effiziente Speicherung müsse die nächste Generation geeigneter Batteriesysteme abgewartet werden. Hinsichtlich der Repair Cafés habe der Schöffenrat beschlossen, zunächst mit der Gemeinde Roeser zusammenzuarbeiten. Zur Fassadenbegrünung erklärt sie, dass bereits Zuschüsse für Vorgärten gewährt würden und das Thema derzeit im STEP-Verband abgestimmt werde.

Zur Schulwegsicherheit, angesprochen von Linda Kunsch, verweist die Schöffin auf die sichere Anbindung des Campus über die Promenade du Soleil sowie auf zusätzliche Investitionen in den Schulbusverkehr, um Kinder vor den Risiken der CFL-Baustelle zu schützen. Sie ruft Eltern zu besonderer Vorsicht beim Bringen ihrer Kinder mit dem Auto auf. Die Vorschläge aus dem Projekt JONKA müssten nun auf ihre Umsetzbarkeit geprüft werden. Gegenüber der Einrichtung eines Kinder- und Jugendrats zeigt sie sich zurückhaltend, da dieser nur einen begrenzten Kreis einbeziehen würde; sie bevorzugt breiter angelegte Beteiligungsformate. Abschließend erklärt sie, dass die Gemeinde 2025 nicht am Projekt „Méi Natur an eise Stied an Dierfer“ teilgenommen habe, da sie sich an einem groß angelegten, vom Ministerium finanzierten Projekt zu Bestäubern beteilige. In Antwort auf Roby Biwer stellt sie klar, dass nicht der Stromverbrauch, sondern die Strompreise sowie die Zahl der versorgten Gebäude gestiegen seien.



Gusty Graas (DP)

Schöffe Gusty Graas (DP) erläutert, dass die im Haushalt vorgesehenen außerordentlichen Mittel der Verdoppelung der Kapazität der Kläranlage von derzeit 90.000 Einwohnerwerten dienen, da alle fünf angeschlossenen Gemeinden weiter wachsen. Anschließend soll die vierte Reinigungsstufe eingeführt werden, um Mikroverunreinigungen zu filtern. Das Projekt könnte 2026 beginnen und frühestens 2031–2032 abgeschlossen sein.

Er weist darauf hin, dass in den kommenden Jahren mit steigenden Wasserpreisen zu rechnen sei, da SES und SEBES aufgrund hoher Investitionen die Einkaufspreise erhöhen müssten. Er dankt den Einwohnern, die einen Verbrauch von weniger als 100 Litern pro Person und Tag erreicht haben. Die flächendeckende Einführung eines Zweikanalsystems im Bereich Abwasser sei zwar wünschenswert, jedoch aufgrund des Aufwands unrealistisch; in neuen Wohngebieten sei dieses System ohnehin gesetzlich vorgeschrieben. Zur vollständigen Kostendeckung im Abwasserbereich seien weitere Anpassungen nötig, wofür bereits 4.000.000 Euro im Sonderhaushalt vorgesehen seien. Das kommunale Abwassernetz befinde sich insgesamt in gutem Zustand, bestehende Schwachstellen würden schrittweise behoben.

Gusty Graas äußert sich kritisch zu den langsamen Fortschritten bei der Renaturierung der Alzette, betont jedoch, dass die Gemeinde weiterhin Druck ausübe und im Haushalt 2026 Mittel für die Umleitung einer SES-Leitung vorgesehen seien. Die Renaturierung werde zudem zur Verringerung des Hochwasserrisikos beitragen.

Im Bereich Vereinsleben hebt der Schöffe die positive Haltung der Gemeinde hervor und betont, dass die Infrastruktur kontinuierlich verbessert werde. Die Sporthalle des Campus „Ëm de Bëchel“ werde in Kürze eröffnet und auch den Sportvereinen zur Verfügung stehen. Zur Idee eines progressiven Wassertarifs erklärt er, dass die Überlegungen fortgesetzt würden, jedoch auf Leitlinien der zuständigen Ministerien gewartet werden müsse. Er erinnert abschließend daran, dass die Gemeinde sich natürlich auch weiterhin in Zusammenarbeit mit dem Büro EEPI für die Lösung des Hochwasserproblems bemühe, indem sie Studien durchführt, direkte Gespräche mit den Betroffenen führt usw. Die Renaturierung der Alzette werde ebenfalls dazu beitragen, das Hochwasserrisiko zu verringern, so Gusty Graas.

Jean Marie Jans (CSV)

Schöffe Jean Marie Jans (CSV) dankt den Mitarbeitern der Gemeinde für die Umsetzung des Haushalts. Er erklärt Guy Frantzen, dass die Gemeinde in den vergangenen Legislaturperioden erhebliche Entwicklungsbudgets benötigt habe, um dringend erforderliche Infrastrukturen zu schaffen. Dazu zählen der Bau eines wegen der damals sehr langen Wartelisten notwendigen provisorischen und anschließend eines endgültigen SEA-Gebäudes, die neue „Hall des régies“, da die kommunalen Werkstätten zuvor auf mehrere kleine Standorte verteilt und in einem schlechten Zustand waren, der Schulcampus „Ëm de Bëchel“ sowie das KulTourhaus. Die Verschuldung sei ausschließlich für notwendige Infrastrukturinvestitionen eingesetzt worden, die für die Entwicklung der Gemeinde unerlässlich sind, und die Gemeinde sei in der Lage, ihre Schulden zu begleichen. Im Haushalt 2026 seien 13 % der ordentlichen Einnahmen für Rückzahlungen und Zinsen vorgesehen.

Im Bereich Digitalisierung erläutert Jean Marie Jans, dass die Gemeinde – wie alle Gemeinden mit Ausnahme der Stadt Luxemburg – Mitglied des SIGI (Syndicat Intercommunal de Gestion Informatique) sei, das die zentralen IT-Anwendungen bereitstellt. Mit dem Pilotprojekt „Workflow“ bestehe Hoffnung auf eine Verbesserung des Sitzungsprogramms. Gemeinsam mit einem privaten Partner gewährleiste das engagierte IT-Team der Gemeinde Betrieb, Sicherheit und Ausfallsicherheit der Systeme.



Zur Unterführung unter den Gleisen erklärt Jean Marie Jans, dass diese Anfang Februar endgültig geschlossen werde, um Platz für eine neue Unterführung der CFL zu schaffen. Die Arbeiten seien Teil der Gesamtanierung des Bahnhofs, sollen im Januar beginnen und rund ein Jahr dauern. Die neue Unterführung werde breiter sein, getrennte Wege für Fußgänger und sanfte Mobilität bieten und ein höheres Sicherheitsgefühl vermitteln.

Schöffe Jean Marie Jans erinnert Marco Estanqueiro daran, dass für den Jacquinet-Park bereits eine Konzession für ambulante Gastronomie besteht. Er weist zudem die von Linda Kunsch und Marco Estanqueiro geäußerte Kritik zurück, die Gemeinde verfüge über kein Konzept für sanfte Mobilität. Ein solches Konzept existiere sehr wohl und basiere insbesondere auf der Verknüpfung der nationalen Radwege mit den von der Gemeinde festgelegten kommunalen Radachsen. Ein zentrales Element dieses Konzepts sei die persönliche Sicherheit der Radfahrenden, die seit der Einführung der allgemeinen Geschwindigkeitsbegrenzung auf 30 km/h in den Wohnvierteln gewährleistet werde. Diese ermögliche es, sich mit dem Fahrrad auf Gemeindestraßen mit einer Geschwindigkeit zu bewegen, die jener der motorisierten Fahrzeuge nahekomme. In diesem Zusammenhang erinnert er daran, dass die LSAP leider gegen diese allgemeine Geschwindigkeitsbegrenzung in den Wohnvierteln gestimmt habe.

Bezüglich des von Linda Kunsch angesprochenen Schulwegs erklärt der Schöffe, dass der Campus „Ëm de Bëchel“ sowohl zu Fuß als auch mit dem Fahrrad sicher erreichbar sei. Auf dem Weg zur Reebou-Schule seien auf ausdrücklichen Wunsch der Eltern mehrere zusätzliche Fußgängerüberwege eingerichtet worden. Der Schulweg sei inzwischen sowohl hinsichtlich der Quermöglichkeiten als auch der Beleuchtung als sicherer einzustufen. In Bezug auf die Einrichtung von Verkehrsbarrieren erinnert Jean Marie Jans daran, dass Linda Kunsch im Gemeinderat ausdrücklich den Vorschlag der Mobilitätskommission unterstützt habe, zunächst die Verkehrsentwicklung über einen Zeitraum von einem Jahr hinweg zu analysieren. Die Verkehrsmessungen des ersten Quartals lägen nun vor und würden der Mobilitätskommission zur Stellungnahme vorgelegt.

Schöffe Jans dankt anschließend Guy Bley für dessen Hinweise zur IT-Resilienz der Gemeinde. Er bestätigt, dass die Gemeinde auf die Umsetzung der europäischen Richtlinie NIS2 sowie des entsprechenden ministeriellen Rundschreibens vorbereitet sei. In diesem Rahmen würden die Server der Gemeinde physisch zu LuxConnect verlegt, um einen dauerhaften und sicheren Betrieb zu gewährleisten. Dadurch könne auf die Anschaffung kostspieliger Stromaggregate verzichtet werden, da im Falle eines Stromausfalls ein kleiner Generator ausreiche, um einige wenige Arbeitsplätze weiter zu betreiben.

Abschließend informiert Jean Marie Jans den Gemeinderat darüber, dass die Unternehmen im Januar mit dem Umzug in das neue Gewerbegebiet Krakelshaff beginnen werden.

Der Gemeinderat genehmigt schließlich den berichtigten Haushalt 2025 und den ursprünglichen Haushalt 2026 mit 9 Stimmen (CSV, DÉI GRÉNG, DP) gegen 6 Stimmen (LSAP).

Außerordentliche Zuschüsse für lokale Vereine und Verbände

Der Gemeinderat hat die außerordentlichen Zuschüsse für Vereine für 2025 und 2026 gemäß den Kostenvoranschlägen und vorläufigen Budgets sowie den Sätzen und Zuschlägen für die Berechnung der regulären Zuschüsse für 2026 beschlossen. Den verschiedenen Vereinen aus den Bereichen Sport, Kultur, Soziales und Freizeit wurden außerordentliche Zuschüsse in Höhe von maximal 50.565 € gewährt.



Personalangelegenheiten

Drei Stellen für Gemeindebeamte der Besoldungsgruppe B1 wurden geschaffen, um den Bedarf der Verwaltung zu decken. Der Tarifvertrag für die Beschäftigten der Gemeinden im Süden, der den Zeitraum vom 1. Januar 2025 bis zum 31. Dezember 2027 abdeckt, wurde bestätigt. Der Gemeinderat hat außerdem beschlossen, sieben Mitarbeitern der Gemeindeverwaltung und des Lehrkörpers sowie drei Mitgliedern des CGDIS in Anerkennung ihrer zwanzigjährigen Dienstzeit eine goldene Uhr zu überreichen. Diese Auszeichnung wird im Rahmen des Neujahrsempfangs am 5. Januar 2026 verliehen.

Gemeindeverordnungen

Der Gemeinderat hat die Einführung von Verwaltungsstrafen in die allgemeine Polizeiverordnung genehmigt. Diese ermöglichen es den Agents municipaux, eine Liste von fünfzehn Verstößen zu ahnden (siehe BUET 1/2026).

Der Gemeinderat hat außerdem die Änderung der Gemeindeverordnung zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung genehmigt. Die geänderten Punkte betreffen insbesondere die Änderung der Nomenklatur der ökologischen Klassifizierung von Wäschetrocknern sowie die Streichung der Klassifizierungen für die Reparatur von Großgeräten. Es wurde eine neue Verordnung zur Kofinanzierung der Kastration und Sterilisation von Hauskatzen verabschiedet, um Wildkatzen durch die Vermeidung von Kreuzungen mit Hauskatzen zu schützen, die Überpopulation von Katzen zu bekämpfen und die Ausbreitung von Krankheiten zu verhindern.

Schließlich wurde eine Verordnung über die Ausleihe eines Häckslers an die Einwohner der Gemeinde verabschiedet. Eine Broschüre mit allen praktischen Informationen wird Anfang 2026 in den Briefkästen verteilt (siehe BUET 1/2026).

Straßenbezeichnungen in weiblicher Form

Bürgermeister Laurent Zeimet erinnert die Ratsmitglieder an den Wunsch des Schöffenrats, bei der Benennung der Straßen der Gemeinde eine größere Gleichstellung zwischen Frauen und Männern zu erreichen (siehe BUET 1/2026). Er betonte, dass derzeit 24 Straßen männliche Namen tragen, gegenüber nur fünf weiblichen Namen. In diesem Zusammenhang wurde eine Liste mit 16 Frauen – Luxemburgerinnen und Nicht-Luxemburgerinnen – aus verschiedenen Bereichen wie Politik, Kunst, Bildung, Wissenschaft und Musik erstellt und zuvor in den zuständigen Ausschüssen geprüft, wo ein Konsens über die vorgeschlagenen Namen erzielt wurde.

Laurent Zeimet erklärt, dass der Vorschlag darauf abzielt, die Alleen und Straßen der Cité du Soleil in Bettembourg und der Cité Beaulieu in Nörtzingen nach diesen weiblichen Persönlichkeiten zu benennen. Am Eingang jeder dieser Siedlungen wird eine Informationstafel mit einem Lageplan des Viertels und den Namen der verschiedenen Straßen angebracht, um die Orientierung zu erleichtern. Der Bürgermeister stellt klar, dass dieser Schritt keine administrativen Änderungen für die betroffenen Einwohner mit sich bringen wird, da diese ihre derzeitige Adresse behalten.

